

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/ARM/1/Rev.2

6 mars 1998

(98-0890)

Groupe de travail de l'accession de l'Arménie

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE L'ARMENIE

Révision

I. Introduction

1. A sa réunion du 17 décembre 1993, le Conseil des représentants a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande présentée par le gouvernement arménien en vue d'accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947) au titre de l'article XXXIII et de présenter au Conseil des recommandations comportant éventuellement un projet de Protocole d'accession. Dans une communication datée du 31 janvier 1995 (document WT/L/25), le gouvernement arménien a demandé à accéder à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en vertu de l'article XII de l'Accord sur l'OMC. Comme suite à la demande de l'Arménie et conformément à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995 (document WT/GC/M/1), le Groupe de travail de l'accession de l'Arménie au GATT de 1947 est devenu le Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Son mandat figure également dans le document WT/L/25.

2. Le Groupe de travail s'est réuni les 24 janvier et 23-24 septembre 1996, 14 mai 1997 [et ...] sous la présidence de S.E. M.D. Kenyon (Australie).

Renseignements

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (WT/ACC/ARM/1) ainsi que des questions posées par les Membres au sujet de ce régime et des réponses données par les autorités arméniennes (WT/ACC/ARM/2 et Corr.1; WT/ACC/ARM/5; et WT/ACC/ARM/8). Le représentant de l'Arménie a en outre fourni au Groupe de travail les documents suivants:

- Décret gouvernemental n° 40 de la République d'Arménie, en date du 13 février 1993, sur les mesures additionnelles relatives à la réglementation par l'Etat des activités économiques internationales.
- Résolution n° 31 du 21 février 1995 sur la réglementation concernant l'établissement, l'enregistrement, l'agrément et la suspension des activités des banques, et de leurs filiales et agences, et des banques étrangères en République d'Arménie.

- Loi modifiant et complétant la Loi de la République d'Arménie concernant la taxe sur la valeur ajoutée, en date du 10 décembre 1994.
- Loi de la République d'Arménie concernant l'impôt sur la propriété.
- Loi modifiant la Loi de la République d'Arménie sur le droit d'accise, en date du 30 novembre 1994.
- Loi sur les nantissements.
- Loi du 15 juin 1995 sur la faillite des entreprises et des entrepreneurs individuels.
- Loi modifiant la Loi de la République d'Arménie sur l'impôt sur les sociétés, en date du 19 décembre 1994.
- Projet de loi sur la normalisation et la certification.
- Loi du 21 août 1993 sur les brevets.
- Loi du 8 février 1995 sur l'impôt sur le revenu.
- Loi du 27 avril 1994 sur l'impôt foncier.
- Loi sur l'inspection agraire de l'Etat.
- Loi du 22 janvier 1991 sur les agriculteurs et les fermes collectives.
- Code foncier du 29 janvier 1991.
- Résolution du Conseil suprême sur la superficie maximale des terres appartenant aux agriculteurs et aux fermes collectives.
- Résolution n° 581 du 16 décembre 1994 sur la confirmation de la réglementation provisoire concernant les activités d'audit en République d'Arménie.
- Décision gouvernementale du 17 janvier 1995 sur la procédure de délivrance des licences d'importation et d'exportation de produits (travaux, services) en République d'Arménie.
- Résolution gouvernementale n° 67 du 8 février 1995 sur les marchés publics de la République d'Arménie pour 1995.
- Résolution gouvernementale n° 4 du 19 août 1995 sur la confirmation de la réglementation provisoire des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services.
- Résolution gouvernementale n° 606 du 29 décembre 1994 sur les taux du droit d'accise.
- Résolution gouvernementale n° 88 du 23 février 1994 sur les règles d'établissement des statistiques d'importation et d'exportation de services en République d'Arménie.
- Résolution du Conseil des ministres n° 161 du 5 mars 1991 sur les règles concernant l'exercice de divers types d'activités économiques sur le territoire de la République d'Arménie.
- Décret du gouvernement de la République d'Arménie n° 124 du 29 décembre 1995 sur la réglementation non tarifaire des importations et des exportations de produits (opérations, services) dans la République d'Arménie.
- Déclaration de la Banque centrale de la République d'Arménie sur l'adhésion à l'article VIII des statuts du FMI.
- Loi de la République d'Arménie, du 30 juin 1996, sur la Banque centrale d'Arménie.
- Loi de la République d'Arménie, du 30 juin 1996, sur les banques et les activités bancaires.
- Loi de la République d'Arménie, du 10 juin 1996, sur les faillites d'établissements bancaires.
- Amendements à la Loi sur la privatisation et la dénationalisation des entreprises d'Etat et des constructions inachevées.
- Liste 2 de la Résolution du gouvernement de la République d'Arménie n° 415 de 1995 sur les types d'activités qui sont soumises à des formalités de licences sur le territoire de la République d'Arménie.
- Règlement du Ministère de l'économie de la République d'Arménie, du 20 juin 1996, sur l'établissement de prix minimaux à l'exportation de produits de métaux ferreux et non ferreux qui ne sont pas fabriqués en Arménie, ainsi que de leurs déchets.
- Règlement du Ministère de la santé de la République d'Arménie, du 20 juin 1996, sur l'importation et l'exportation de produits pharmaceutiques en provenance et à destination de la République d'Arménie.
- Règlement du Ministère de la protection de l'environnement et des ressources minérales de la République d'Arménie, du 20 juin 1996, sur l'exportation d'animaux sauvages et de végétaux énumérés dans le Livre rouge (liste des espèces menacées) de la République d'Arménie.

- Règlement du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation de la République d'Arménie, du 20 juin 1996, sur l'importation des agents de protection des végétaux en République d'Arménie.
- Décret du Ministère de la santé de la République d'Arménie sur la réglementation du secteur pharmaceutique et l'assurance de la qualité des médicaments et des installations médicales.
- Programme du gouvernement de la République d'Arménie sur la privatisation des entreprises d'Etat et des constructions inachevées de la République d'Arménie pour 1996-1997.
- Amendement du 1er mai 1996 à l'annexe n° 1 du Décret n° 615 du gouvernement de la République d'Arménie, du 6 décembre 1993, sur la détermination des droits de douane.

Déclarations liminaires

4. Dans une déclaration liminaire, le représentant de l'Arménie a déclaré que l'Arménie s'était déclarée indépendante de l'ex-Union Soviétique en 1991 et que depuis lors, elle avait activement mis en oeuvre des réformes visant à instaurer un système de marché libre dans un cadre démocratique, malgré de graves difficultés politiques et économiques. Le déclin de l'économie s'était traduit par une diminution brutale de la production, une baisse des revenus, une réduction des courants d'échanges, de graves pénuries d'énergie et la raréfaction des produits alimentaires et d'autres biens de consommation.

5. Malgré cette situation défavorable, le gouvernement avait persévéré dans son programme de réforme économique, accordant une importance particulière à la libéralisation, à la stabilisation et à la restructuration économique. La plus grande partie des terres agricoles avaient été privatisées peu après l'indépendance et la privatisation progressait dans les autres secteurs. La suppression des monopoles et la déréglementation avaient levé les obstacles à la participation du secteur privé dans la quasi-totalité des domaines d'activité économique. Les mesures de contrôle des prix n'étaient appliquées qu'à un nombre limité de produits et de services de base, et étaient graduellement supprimées. L'investissement étranger était encouragé. Sur le plan macro-économique, la politique de stabilisation constituait une priorité du gouvernement, étant donné les problèmes dus à une situation budgétaire difficile, ajoutés à la nécessité de contenir les pressions inflationnistes et de maintenir un taux de change stable. Le gouvernement avait réussi à réduire l'inflation, dont les taux mensuels à trois chiffres enregistrés fin 1993 avaient été ramenés à des taux à un chiffre. Le gouvernement était fermement résolu à créer un cadre macro-économique solide et stable pour la croissance et le développement futurs de l'économie.

6. Les mesures de réforme visaient essentiellement à intégrer davantage l'Arménie à l'économie mondiale et à poursuivre la diversification de ses relations économiques avec les autres pays. Le gouvernement arménien estimait que ces objectifs ne pouvaient être atteints que par le biais d'une politique commerciale ouverte mettant l'accent sur la spécialisation en fonction de l'avantage comparatif international. L'accession à l'Organisation mondiale du commerce était donc un objectif

prioritaire pour le gouvernement arménien, qui souhaitait conclure le plus tôt possible les négociations y afférentes.

7. Le Groupe de travail a salué la demande d'accession de l'Arménie à l'Accord instituant l'OMC. Plusieurs membres du Groupe de travail ont reconnu que l'Arménie avait mis en oeuvre un processus rapide de réforme et de libéralisation du commerce qui, malgré des difficultés intérieures et extérieures, semblait favoriser la croissance économique. Ils ont exprimé leur soutien à l'intégration de l'Arménie au système commercial multilatéral et ont manifesté leur volonté de poursuivre sérieusement les négociations.

II. Politique économique

- Régime de change et système de paiements

8. En réponse à des questions posées par plusieurs membres du Groupe de travail concernant les réserves de change et la convertibilité du dram, le représentant de l'Arménie a déclaré que les réserves officielles brutes totalisaient 225,7 millions de dollars EU au 28 octobre 1997 et représentaient environ 2,8 mois d'importations. L'indice de couverture des réserves brutes était passé de 0,7 mois d'importations en 1994 à 2,3 mois en 1996 et devrait atteindre 3,3 mois à la fin de 1997. Le 29 mai 1997, l'Arménie avait accepté l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international et les obligations découlant des sections 2, 3 et 4 de cet article; elle s'engageait ainsi à ne pas imposer de restrictions sur la réalisation des paiements et transferts et à ne pas avoir recours à des mesures monétaires discriminatoires ou à des pratiques de taux de change multiples sans l'approbation du FMI. Aux termes de la Résolution n° 141 sur la réglementation des changes et l'administration des mesures de contrôle, aucune restriction n'était imposée sur les transactions courantes. Les personnes physiques et morales ayant obtenu la licence nécessaire auprès de la Banque centrale étaient autorisées à effectuer des opérations de change. La Banque centrale d'Arménie fixait le taux de change journalier d'après la moyenne des cours vendeur et acheteur applicables le jour précédent sur le marché des changes (les participants au marché des changes étaient notamment les opérateurs sur le marché hors cote, les opérateurs en bourse et les agents de change). Les agents de change et les banques pouvaient fixer librement leurs propres taux de change pour les transactions. Les banques non résidentes pouvaient être autorisées à intervenir sur le marché de change en Arménie à des conditions égales à celles qui étaient fixées pour les banques résidentes. Les personnes physiques et morales résidentes et non résidentes en Arménie pouvaient ouvrir et détenir sans restriction des comptes courants auprès de banques étrangères. Sauf disposition contraire de la Banque centrale, les résidents en Arménie pouvaient effectuer sans restriction des opérations liées aux mouvements de capitaux. Les non-résidents pouvaient effectuer ces opérations conformément à la Loi sur l'investissement étranger. Tous les arrangements bilatéraux de compensation fondés sur le troc avaient été supprimés.

- Impôt sur le revenu

9. Le représentant de l'Arménie a déclaré que d'après la Loi relative à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des personnes physiques était déterminé sur la base du multiple du salaire minimal correspondant au revenu d'un particulier. Le salaire minimal était fixé par décision du gouvernement. Les revenus inférieurs à deux fois le salaire minimal étaient exonérés d'impôt. Le taux d'imposition était de 12 pour cent pour un revenu compris entre deux et dix fois le salaire minimal, de 18 pour cent pour un revenu compris entre dix et 20 fois le salaire minimal, de 25 pour cent pour un revenu compris entre 20 et 40 fois le salaire minimal et de 30 pour cent pour un revenu supérieur à 40 fois le salaire minimal. Etaient exonérés les recettes découlant de la vente de biens privés, tout revenu perçu par les pensionnés, invalides, anciens combattants et handicapés, les allocations sociales, les pensions alimentaires, les allocations versées aux étudiants et la rémunération du service militaire.

- Impôt foncier

10. Le représentant de l'Arménie a ajouté que dans le secteur agricole, le système de perception de l'impôt sur le revenu était différent. Les agriculteurs privés payaient une part fixe de leur revenu, actuellement établie à 15 pour cent. Lorsque survenaient des circonstances défavorables à l'agriculture, l'Etat pouvait, avec l'assentiment de l'Assemblée nationale, réduire ces obligations ou exonérer entièrement les agriculteurs. En réponse à des questions posées par des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arménie a dit qu'en ce qui concernait la fiscalité du secteur agricole, aucune distinction n'était faite selon le régime de propriété des exploitations. Les fermes tant d'Etat que privées acquittaient le même impôt, dont le taux était fixé à 15 pour cent du revenu net calculé sur la base de la valeur cadastrale de la terre. Le régime fiscal du secteur agricole était différent car on souhaitait alléger la fiscalité de ce secteur. Tant que les agriculteurs ne tiraient pas plus de 25 pour cent de leur revenu d'activités non agricoles, ils étaient exonérés de l'impôt sur le revenu. Comme le prévoyait la Loi sur les agriculteurs et les fermes collectives, les agriculteurs installés dans des régions montagneuses, éloignées ou abandonnées pouvaient bénéficier d'un allégement fiscal. Actuellement, les agriculteurs de certaines zones frontalières avaient droit à des exonérations fiscales.

- Impôt sur les bénéfices

11. Le représentant de l'Arménie a déclaré que l'impôt sur les bénéfices des sociétés était perçu sur toutes les personnes morales en activité en Arménie, y compris les entreprises étrangères. Les impôts sur les sociétés étaient appliqués aux mêmes taux que les impôts sur le revenu des personnes physiques - 12 pour cent, 18 pour cent, 25 pour cent et 30 pour cent. La possibilité d'établir un taux unique d'imposition était à l'étude. Le revenu de dividendes payés sur les bénéfices après impôt n'était pas assujéti à l'impôt. Les nouvelles entreprises, à l'exclusion des entreprises d'Etat, étaient exonérées de l'impôt sur les bénéfices pendant les deux premières années d'activité. Les coentreprises pouvaient obtenir des crédits d'impôt additionnels pendant une période de sept ans, selon la proportion

de capitaux étrangers dans l'entreprise. L'octroi d'un moratoire fiscal aux entreprises visait à stimuler l'esprit d'entreprise et l'activité commerciale. Les crédits d'impôt susmentionnés étaient fixés à 50 pour cent si la participation étrangère représentait au moins la moitié du capital-actions et n'était pas inférieure à 100 000 dollars EU, et à 30 pour cent si elle représentait entre 30 et 50 pour cent du capital total (avec un investissement minimal compris entre 40 000 et 100 000 dollars EU). Le 30 septembre 1997, l'Assemblée nationale avait adopté la nouvelle loi sur l'impôt sur les bénéfices, qui entrerait en vigueur le 1er janvier 1998. Aux termes de la loi, les résidents et non-résidents étaient assujettis à cet impôt. Les résidents s'entendraient des personnes morales et entités n'ayant pas le statut de personne morale établies (enregistrées auprès de l'Etat) en Arménie. Les non-résidents s'entendraient des personnes morales et entités n'ayant pas le statut de personne morale établies dans un autre pays, ainsi que des organisations internationales et des personnes morales et entités n'ayant pas le statut de personne morale établies par ces organisations à l'étranger. Pour les résidents, l'impôt sur les bénéfices serait perçu sur le bénéfice imposable obtenu en Arménie et à l'étranger. Pour les non-résidents, il serait perçu sur le bénéfice imposable obtenu de sources arméniennes. Le montant de l'impôt effectivement perçu serait fixé conformément au tableau suivant:

Bénéfice imposable	Impôt sur les bénéfices
Moins de 7 millions de drams	15 pour cent du montant du bénéfice imposable
Plus de 7 millions de drams	25 pour cent du montant du bénéfice dépassant le seuil de 7 millions de drams, plus 1,05 million de drams

Pour les revenus provenant de l'organisation et de l'administration de loteries et de jeux de hasard, les bénéfices obtenus seraient imposés à raison de 70 pour cent. Par ailleurs, les revenus obtenus de sources arméniennes par des non-résidents seraient assujettis aux taux d'imposition suivants:

Type de revenu	Taux (en pourcentage)
Dividendes; intérêts	15
Indemnités reçues au titre d'assurances; recettes provenant du transport de marchandises (fret)	5
Redevances; revenus provenant de la location de biens immobiliers; plus-values foncières et autres revenus passifs (à l'exception des recettes provenant du transport de marchandises (fret)), et revenus provenant d'autres sources arméniennes	20

Les contribuables participant à la production de produits agricoles seraient exonérés de l'impôt sur les bénéfices pour les revenus provenant de la vente de ces produits. En outre, des exonérations seraient accordées aux organismes arméniens ci-après enregistrés auprès de l'Inspection des impôts:

- organisations publiques et religieuses; partis politiques arméniens;

- associations de copropriétaires; organisations à but non lucratif, établies et administrées exclusivement à des fins religieuses, caritatives, scientifiques et éducatives, ou en vue de contribuer à la sécurité publique, à la protection de l'environnement, au développement et à la diffusion de la littérature, à la protection des droits des consommateurs, à la promotion et à l'organisation de sports amateurs, ainsi qu'à la protection des droits de l'homme, et à la protection des femmes, des enfants et des personnes âgées, lorsqu'une partie quelconque des revenus n'était pas distribuée entre les membres ou à d'autres personnes et était utilisée uniquement aux fins prévues par les statuts;
- bibliothèques, musées, écoles secondaires, pensionnats, maisons de retraite et foyers pour enfants, lorsqu'une partie quelconque des revenus n'était pas distribuée entre les membres ou à d'autres personnes et était utilisée uniquement aux fins prévues par les statuts.

Si, après le 1er janvier 1998, la part effective d'un investisseur étranger dans le capital statuaire d'une entreprise résidente à participation étrangère était de 500 millions de drams ou plus, le montant perçu au titre de l'impôt sur les bénéfices serait réduit de:

- 100 pour cent pendant les deux années suivant l'année pendant laquelle l'investissement avait été effectué;
- 50 pour cent pendant la période allant de la troisième à la dixième année suivant l'année pendant laquelle l'investissement avait été effectué.

En cas de cessation d'activité du contribuable au cours de la période de réduction fiscale, le montant de l'impôt sur les bénéfices dû pour cette période serait calculé à taux plein pour l'ensemble de la période d'activité.

- Impôt sur la propriété

12. Le représentant de l'Arménie a ajouté que par l'adoption de la Loi concernant l'impôt sur la propriété, l'impôt sur les actifs fixes avait été remplacé par l'impôt sur la propriété. Celui-ci était perçu sur: i) les actifs de toutes les entreprises au sens de la Loi sur les entreprises et les activités des entreprises, sauf si le gouvernement accordait une exonération particulière pour certains actifs; ii) les maisons et autres habitations situées en Arménie et appartenant à des citoyens et des non-citoyens, ou louées par eux; iii) le bétail; et iv) certains véhicules. Certaines catégories d'actifs et de personnes étaient exemptées en vertu des articles 9 et 10 de la loi. En particulier, toutes les nouvelles entreprises étaient exonérées pendant la première année suivant leur enregistrement. Les biens utilisés pour la production agricole étaient aussi exonérés.

13. Le représentant de l'Arménie a déclaré que, conformément à la Loi concernant l'impôt sur la propriété, le taux d'imposition se situait pour les personnes morales entre 0,2 et 0,8 pour cent de la valeur annuelle moyenne du bien imposable, et pour les personnes physiques à 0,2 pour cent de la valeur du bien qui dépassait l'équivalent de 850 fois le salaire mensuel minimum (0,2 pour cent du montant au-delà de la partie non imposable de la valeur calculée des immeubles).

- Biens de l'Etat et privatisation

14. Des renseignements ayant été demandés sur la privatisation des biens de l'Etat, le représentant de l'Arménie a indiqué qu'un programme de privatisation avait été adopté en janvier 1994. Toutes les personnes physiques ou morales pouvaient participer à ce programme, selon lequel la privatisation devait prendre trois ans, un tiers des actifs de production appartenant à l'Etat étant privatisé chaque année. Ces objectifs s'étaient avérés trop ambitieux et il était prévu à présent que la privatisation se poursuivrait jusqu'à la fin de 1997 au moins. Au début du programme (1994-1995), l'Etat possédait selon les estimations 5 000 petites entreprises et environ 2 000 entreprises moyennes ou grandes dont la privatisation était prévue. Pour 1996-1997, l'objectif du programme était la privatisation de 4 927 entités (y compris des petites entreprises), dont 347 dans le secteur industriel, 183 dans les transports, 112 dans la construction, 16 dans les télécommunications, 432 dans l'agriculture, sept dans le secteur de l'approvisionnement matériel et technique (logistique), 1 820 dans la distribution, 763 dans le secteur des services aux ménages, 194 dans le secteur des services publics de distribution, 485 dans le secteur social, cinq dans le secteur de l'entretien automobile, 46 dans le secteur des gisements naturels et 122 entreprises et 395 unités inachevées dans le secteur de la construction de logements dans la commune d'Erevan. Vers le milieu du mois de septembre 1997, 1 177 entreprises moyennes et grandes et 5 301 petites entreprises avaient été privatisées. On trouvera dans le tableau ci-après des renseignements plus détaillés sur le processus de privatisation en Arménie de 1994 à 1997. Le représentant de l'Arménie a aussi noté que la vente par appel d'offres international de certaines des dix grandes entreprises d'Etat à des investisseurs étrangers était en cours avec la participation d'une société étrangère. Les appels d'offres internationaux, qui devaient prendre fin en novembre 1997, avaient été suspendus en partie à cause de l'intérêt croissant des investisseurs étrangers pour ces entreprises. La situation se présentait en novembre 1997 comme suit:

- i) la fabrique de produits pour la recherche de Nairit serait privatisée par appel d'offres international (Résolution n° 197 du 24 juin 1997);
- ii) la fabrique Saphir (détenue à 65 pour cent par l'Etat) figurait dans le programme de privatisation pour 1996-1997;
- iii) la société des câbles d'Erevan avait été privatisée;
- iv) la fabrique de chaussettes de Gyumry avait été privatisée;

- v) la société exploitant les mines de cuivre et de molybdène de Zanguezour n'était pas visée par la privatisation;
- vi) l'usine de construction automobile d'Erevan avait été privatisée;
- vii) la fabrique de joaillerie d'Erevan figurait dans le programme de privatisation de 1996-1997;
- viii) la société Armenmotor (détenue à 70 pour cent par l'Etat) figurait dans le programme de privatisation de 1996-1997;
- ix) la fabrique de lampes électriques d'Erevan serait privatisée par appel d'offres international (Résolution n° 202 du 24 juin 1997);
- x) la société Armelectromachine figurait dans le programme de privatisation de 1996-1997.

Les grandes sociétés d'Etat ci-après avaient aussi été mises en vente par appels d'offres internationaux: la fabrique de chaussures Araks d'Erevan, la fabrique Mars, les hôtels Arménie 1 et Arménie 2, les sociétés Ani et Dvin, la distillerie d'eaux-de-vie d'Erevan, la fabrique Rubin à Vanadzor, et la fabrique de fibres chimiques à Vanadzor. On trouvera ci après des renseignements sur l'état d'avancement de la privatisation des entreprises d'Etat au 15 septembre 1997:

Renseignements sur l'avancement de la privatisation des entreprises d'Etat, situation au 15 septembre 1997

	Sociétés à capital variable	Sociétés à capital fixe	Cession d'actifs à l'exploitant	Adjudications	Appels d'offres	Appels d'offres internationaux	Sociétés dissoutes	En 1997	Total	Chantiers inachevés
Evaluations effectuées								586	1 702	175
Décision du gouvernement	1 206	152	137	23	41	16	4	583	1 579	474
Total: dont	1 137	152	137	23	38	16			1 503	31
Privatisation en cours	15	14	9		5	16		59		
Privatisation suspendue	230	22		8	7			217	267	23
Privatisation achevée	892	116	128	15	26			325	1 177	8
Total: dont	1 137	152		23	38				1 503	31
Industrie	321	41		4	2				368	
Agriculture	323	35		9	3				370	
Construction urbaine	130	5			12				147	
Culture	26	7							33	
Commerce et services	37	6		2					45	
Transport	19	10							29	
Communication	10	2							12	
Santé	0	5							5	
Autres secteurs	20	5			9				34	

	Evaluations effectuées	Privatisées en 1994-1997	Privatisées par adjudication	Mises en vente par adjudication
Petites entreprises	7 223	5 301	188	573

	Paiement effectué (en milliers de drams) Total	Dont sous forme de certificats	En drams	Nombre de certificats acquittés	Dont sous forme de certificats, en 1997	En drams (milliers de drams)
Entreprises moyennes et grandes	35 082 916,4	34 893 460	189 456,4	1 744 673	7 978 180	1 929,4
Chantiers inachevés	89 568	88 800	768	4 440	73 820	748
Petites entreprises	19 156 172,7	18 959 980	196 192,7	985 478	5 732 900	30 666,4
Total	54 328 657,1	53 942 240	386 417,1	2 734 591	13 784 900	33 343,8

15. Le représentant de l'Arménie a ajouté que le gouvernement continuait de chercher des moyens d'accélérer le programme de privatisation. Le délai de passage aux mesures de deuxième et de troisième phases avait été ramené à un mois pour les entreprises qui n'avaient pu être vendues lors des tentatives précédentes. En outre, toutes les entreprises qui n'étaient pas vendues après les mesures précitées étaient obligatoirement mises en liquidation. Le gouvernement avait désormais le droit de vendre une certaine proportion d'entreprises uniquement contre de l'argent (plutôt que contre de l'argent et des bons d'échange). Une plus grande souplesse avait été introduite dans la conception des méthodes de privatisation d'entités plus complexes, notamment les services publics de distribution. Les responsabilités et la structure de la Commission des privatisations avaient été rationalisées et les conditions de publication d'informations, simplifiées. Par ailleurs, le registre centralisé des actionnaires avait été rendu opérationnel.

16. Répondant à une autre question, le représentant de l'Arménie a déclaré que l'Arménie avait privatisé près de 90 pour cent des terres agricoles et que les titres de propriété étaient maintenant librement transférables. Le peu de terres qui appartenaient encore à l'Etat étaient des terres de réserve ou des terres utilisées pour certaines catégories d'activités de soutien à l'agriculture décrites aux paragraphes 101 à 103 ci-après. Le gouvernement arménien n'avait pas établi de calendrier pour la privatisation des terres agricoles appartenant encore à l'Etat.

17. Le représentant de l'Arménie a confirmé que, pour assurer une transparence complète et pour informer les Membres de l'OMC des progrès accomplis dans la réforme en cours du régime économique et commercial, l'Arménie présenterait aux Membres de l'OMC des rapports annuels, établis de la même manière que les documents d'information communiqués au Groupe de travail, sur l'évolution du programme de privatisation et sur les autres questions relatives aux réformes économiques conformément à ses obligations dans le cadre de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Régime d'investissement

18. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la Loi de 1994 sur les investissements étrangers, qui régissait la politique de l'Arménie dans ce domaine, visait à attirer les investissements étrangers. Elle offrait des garanties contre les nationalisations et disposait que les confiscations ne pourraient intervenir qu'après une décision judiciaire. Dans le cas improbable d'une confiscation, une indemnisation totale était prévue. Les investisseurs étrangers étaient indemnisés des dommages résultant de mesures illégales du gouvernement ou de l'exécution incorrecte par celui-ci de ses obligations (suivant la décision d'un tribunal). Cette loi garantissait aussi aux investisseurs le droit de rapatrier librement leurs bénéfices et leurs avoirs. Au cas où la législation relative aux investissements étrangers serait modifiée après la réalisation d'un investissement, l'investisseur

concerné avait le droit d'être exempté de toute disposition moins favorable pendant une période de cinq ans.

19. Le représentant de l'Arménie a ajouté que le régime de l'impôt sur les bénéfices applicable aux investisseurs étrangers avait été modifié après le 1er janvier 1998 par les mesures ci-après. Si la part des investisseurs étrangers dans le capital statutaire était de 500 millions de drams ou plus, l'impôt sur le bénéfice des entreprises à participation étrangère serait réduit de:

- 100 pour cent pendant les deux années suivant l'année pendant laquelle l'investissement avait été effectué;
- 50 pour cent à partir de la troisième année jusqu'à la dixième année suivant l'année pendant laquelle l'investissement avait été effectué.

Au cas où l'entreprise à participation étrangère mettrait fin à ses activités au cours de ces dix ans, l'impôt sur le bénéfice dû pour la période de réduction fiscale serait calculé à taux plein pour l'ensemble de la période d'activité. Les entreprises à participation étrangère bénéficiaient de la franchise de droits pendant une période illimitée pour toutes leurs importations de biens d'équipement et d'intrants renouvelables. En vertu du Décret n° 124, les privilèges accordés aux investisseurs étrangers concernant le régime des licences d'importation et d'exportation de produits n'étaient pas visés et les procédures ci-après avaient été établies: les mesures non tarifaires relevant du système unifié d'exportation et d'importation de marchandises et de services s'appliquaient à toutes les entités économiques de la République d'Arménie, quels que soient le régime de propriété et le lieu d'enregistrement. Les investisseurs étrangers étaient libres de choisir leurs assureurs. Aucune prescription de résultat en matière d'investissement n'était appliquée. Il n'était pas fait obligation aux investisseurs étrangers d'exporter une certaine quantité de produits et le gouvernement n'avait pas l'intention d'imposer une telle obligation. Les investisseurs étrangers bénéficiaient pleinement du traitement national.

20. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'en général toute restriction de l'investissement s'appliquait d'une manière non discriminatoire aux investisseurs nationaux et étrangers. En vertu de la Constitution arménienne, les ressortissants étrangers et les apatrides ne pouvaient pas posséder des terres.

- Politique de fixation des prix

21. En réponse à des demandes de mise à jour concernant l'évolution de la réforme des prix, le représentant de l'Arménie a déclaré que depuis 1995, la quasi-totalité des mesures de contrôle des prix à l'initiative du gouvernement avait été levée. Les seuls prix intérieurs qui restaient soumis au contrôle étaient ceux qui concernaient l'irrigation, les transports électriques urbains, l'électricité, l'eau

chaude, le gaz, le chauffage, les services d'évacuation des eaux usées, la collecte des ordures, les loyers des logements appartenant à l'Etat et les services téléphoniques. Ces prix continuaient à être réglementés parce que des entreprises d'Etat étaient les fournisseurs exclusifs ou dominants. Tous les prix administrés étaient ajustés régulièrement pour maintenir leur valeur réelle. Le seul contrôle direct des prix qui subsistait concernait la farine (par la fixation de plafonds des marges bénéficiaires des meuneries). Des prix minimaux à l'exportation étaient fixés pour les déchets de métaux ferreux et non ferreux, mais uniquement aux fins du calcul des obligations fiscales des entreprises qui en faisaient le commerce.

22. Le représentant de l'Arménie a ajouté que les subventions pour le pain, les transports électriques municipaux et la collecte des ordures ainsi que les subventions croisées pour l'alimentation en eau et le traitement des eaux usées avaient été abolies. Les subventions pour le chauffage et l'eau chaude urbains (les seules subventions restantes à la consommation) étaient à l'examen. Dans le cas du chauffage urbain, dont bénéficiaient en réalité moins d'un tiers des ménages, la question de l'octroi aux groupes vulnérables de subventions ciblées pour le chauffage serait résolue dans le cadre de la réforme globale de l'aide sociale.

23. Le représentant de l'Arménie a confirmé qu'à compter de la date d'accession, les contrôles des prix des produits et des services en Arménie seraient supprimés à l'exception de ceux qui étaient indiqués aux paragraphes 21 et 22 du présent rapport, et que l'Arménie appliquerait ces mesures de contrôle, ainsi que toutes mesures qui seraient adoptées ou rétablies à l'avenir, d'une manière compatible avec les règles de l'OMC et compte tenu des intérêts des Membres de l'OMC exportateurs conformément à l'article III:9 du GATT de 1994. Il a aussi confirmé que la liste des marchandises et des services mentionnés aux paragraphes 21 et 22 avait été publiée au Journal officiel et que tous les produits assujettis à un contrôle des prix par l'Etat à l'avenir, ainsi que toutes les modifications apportées le cas échéant à la liste initiale communiquée au moment de l'accession, feraient l'objet d'un avis publié au Journal officiel. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

III. Cadre pour l'élaboration et l'application des politiques

- Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, administration des mesures concernant les questions liées à l'OMC

24. Le représentant de l'Arménie a déclaré que l'Exécutif de la République d'Arménie se composait du Président de la République, du Premier Ministre et des ministres. Le Président de la République était la plus haute autorité de l'Exécutif. Le Premier Ministre était nommé par le Président de la République. Les membres du gouvernement étaient nommés par le Président sur recommandation du Premier Ministre. Le Premier Ministre était responsable des affaires courantes et présidait le Cabinet. Le Président de la République était élu par la population tous les cinq ans. Il avait le pouvoir de promulguer des décrets et ordonnances sans l'autorisation du Parlement, sauf en

matière budgétaire. Les résolutions étaient généralement signées par le Premier Ministre et le ministre compétent et pouvaient nécessiter l'approbation du Président. Les arrêtés administratifs étaient signés par les ministres. Conformément à la nouvelle constitution arménienne, adoptée en 1995, l'Assemblée nationale adoptait les projets de loi que lui présentait pour approbation l'Exécutif. Une fois ratifiées par le Président de la République, ces lois entraient en vigueur. La même procédure s'appliquait à tous les amendements législatifs, y compris ceux qui concernaient l'établissement ou la modification de droits de douane et d'impôts.

25. Le représentant de l'Arménie a également indiqué que le corps législatif de la République d'Arménie était l'Assemblée nationale, ou Parlement, qui comptait 131 députés, élus par la population tous les quatre ans. Sous l'autorité et la direction de son Président, l'Assemblée nationale avait compétence pour approuver toutes les lois et tous les accords intergouvernementaux.

26. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'en vertu de la Constitution de la République d'Arménie, le pouvoir judiciaire était indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Les tribunaux de compétence générale étaient les tribunaux de première instance, les juridictions de révision et la Cour d'appel. Le garant de l'indépendance des organes judiciaires était le Président de la République, qui présidait également le Conseil de la justice, avec pour adjoints le Ministre de la justice et le Procureur général. La Cour constitutionnelle, qui comptait neuf membres, était chargée, entre autres, de veiller à ce que les décisions de l'Assemblée nationale, les décrets présidentiels, les résolutions gouvernementales et les traités signés par la République soient conformes à la Constitution.

27. Le représentant de l'Arménie a dit que la Constitution de la République d'Arménie contenait des dispositions transitoires, qui étaient actuellement en vigueur, en attendant la mise en place du système judiciaire défini par la Constitution. Le nouveau système prévoyait la création de tribunaux économiques, qui n'existaient pas dans le cadre des dispositions actuelles. En vertu de celles-ci, tous les différends économiques entre des personnes morales de la République d'Arménie et celles d'autres pays, y compris les pays de la CEI, étaient portés devant la Cour d'arbitrage de l'Etat, les appels étant formés auprès de l'arbitre, qui statuait en dernier ressort. Les différends entre des personnes morales et des particuliers étaient portés devant les tribunaux populaires et pouvaient faire l'objet d'un recours devant la Cour suprême de la République d'Arménie. Il pouvait être fait appel des arrêts de la Cour devant la session plénière de la Cour suprême, qui statuait en dernier ressort. Ni les dispositions transitoires actuelles ni les dispositions permanentes énoncées dans la Constitution ne prévoyaient de différence de traitement entre les personnes morales des pays membres de la CEI et celles d'autres pays. En même temps, les comités compétents de l'Assemblée nationale ainsi que les ministères et organismes concernés du gouvernement élaboraient les codes et lois nécessaires à la mise en place du système judiciaire. La majeure partie de ces dispositions devait être adoptée avant la fin du premier

semestre de 1998. En particulier, les litiges économiques seraient réglés en vertu du Code de procédure pénale et du Code de procédure civile, en cours d'élaboration.

28. Le représentant de l'Arménie a ajouté qu'à la suite de la restructuration du gouvernement intervenue au milieu de 1997, le Ministère de l'industrie et du commerce était responsable au premier chef de la plupart des mesures affectant le commerce extérieur des marchandises et des services. Le Ministère des finances et de l'économie avait la responsabilité générale de la politique budgétaire, mais les décisions relatives aux droits de douane étaient prises de concert avec le Ministère de l'industrie et du commerce. Lorsque la mise en oeuvre de la politique budgétaire exigeait la modification de lois en vigueur ou l'adoption de nouvelles lois, le gouvernement devait présenter, pour approbation, les propositions de loi pertinentes à l'Assemblée nationale. La Banque centrale était responsable de la politique monétaire, des taux de change et du système bancaire. L'Office des brevets, qui relevait du Ministère de l'industrie et du commerce était responsable de la protection de la propriété industrielle et l'Agence nationale pour le droit d'auteur de la protection du droit d'auteur.

29. Le représentant de l'Arménie a déclaré que le gouvernement central était seul compétent pour toutes les questions de politique affectant le commerce des marchandises et des services. Les administrations locales n'avaient aucune compétence pour instituer des impôts ou établir des réglementations concernant les marchandises et les services. Dans le cadre du processus d'accession de l'Arménie à l'OMC, les obligations assumées par le gouvernement étaient exécutoires dans toute la République d'Arménie. Conformément à la nouvelle Constitution, la Cour constitutionnelle était chargée de veiller à la compatibilité entre les dispositions de l'Accord sur l'OMC, en tant que traité international, et la Constitution du pays. En cas de divergence entre les règles énoncées dans les traités internationaux et celles qui figuraient dans les lois de la République d'Arménie, les premières prévaudraient. Les traités internationaux contraires à la Constitution pouvaient être ratifiés une fois qu'une modification appropriée aurait été apportée à la Constitution.

30. Le représentant de l'Arménie a confirmé qu'après la signature et la ratification de l'instrument d'accession, tous les Accords de l'OMC auraient directement force de loi dans la République d'Arménie et que les lois et instruments législatifs nécessaires à l'application des dispositions desdits accords seraient adoptés comme prévu dans le Protocole d'accession. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

IV. Politiques affectant le commerce des marchandises - Négociations en matière d'accès aux marchés

31. L'Arménie avait engagé avec les membres intéressés du Groupe de travail des négociations sur l'accès aux marchés concernant les marchandises. La Liste de concessions et d'engagements

découlant de ces négociations figurait à l'annexe I de l'Appendice du projet de Protocole d'accession de l'Arménie.

- Prescriptions en matière d'enregistrement

32. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail qu'à quelques exceptions près, nécessaires pour protéger la santé des personnes et des animaux et préserver les végétaux et l'environnement, l'ancien monopole d'Etat du commerce extérieur en Arménie avait été aboli en 1989 et remplacé par un régime d'enregistrement aux fins de ces activités. Les entreprises ou entrepreneurs individuels participant au commerce (y compris les importations) devaient être inscrits au Registre d'Etat des entreprises. En vertu d'un décret du Président de la République, en date du 4 janvier 1992, sur les activités économiques avec l'étranger, toutes les entreprises ainsi que leurs succursales, filiales et bureaux de représentation enregistrés et en activité sur le territoire arménien, quel qu'en soit le régime de propriété, avaient le droit d'exercer des activités économiques avec l'étranger sans être assujettis à d'autres obligations d'enregistrement. L'enregistrement des entreprises et des entrepreneurs individuels en Arménie, ainsi que les procédures et conditions d'utilisation des renseignements communiqués aux fins de l'enregistrement étaient définis dans la Loi du 2 septembre 1993 sur le Registre d'Etat des entreprises. Aux termes de l'article 12 de cette loi, le(s) fondateur(s) d'une entreprise devait(ent) présenter à un bureau local du Registre les documents ci-après: la demande du (des) fondateur(s) de l'entreprise, les actes constitutifs rédigés conformément à la législation de la République d'Arménie et, le cas échéant, la licence nécessaire au type d'activité en question, toutes ces indications étant consignées dans le dossier. Après vérification de ces documents, les renseignements requis en vertu de l'article 11 de ladite loi étaient portés sur une carte d'enregistrement et transmis au siège du Registre d'Etat, qui les codifiait d'une manière uniforme, attribuait un numéro d'inscription au Registre et délivrait un certificat d'enregistrement. Au cas où les actes constitutifs de l'entreprise étaient modifiés ou complétés, une nouvelle formalité d'enregistrement était nécessaire, pour laquelle les documents pertinents concernant les modifications devaient être présentés. Les personnes physiques étaient autorisées à importer sans enregistrement des quantités limitées de marchandises en Arménie pour leur usage personnel; en cas de revente de la marchandise, toutefois elles devaient, être enregistrées comme entrepreneurs individuels. Les entrepreneurs individuels pouvaient effectuer des opérations commerciales après avoir été enregistrés conformément à l'article 4 de la Loi sur le Registre d'Etat des entreprises. Pour exercer des activités économiques sur le territoire arménien, l'importateur était tenu d'établir des succursales, filiales, bureaux de représentation ou coentreprises inscrits au Registre d'Etat. Les entreprises exportant depuis un autre pays vers l'Arménie n'étaient assujetties à aucune obligation d'enregistrement en Arménie.

33. Le représentant de l'Arménie a confirmé que l'ancien monopole d'Etat du commerce extérieur avait été supprimé et qu'il n'y avait aucune restriction au droit des entreprises et particuliers étrangers et arméniens d'importer en Arménie des marchandises et des services et d'en exporter, sauf dans les cas prévus par les Accords de l'OMC; qu'il n'y avait pas de restriction à la faculté des particuliers et des entreprises d'importer ou d'exporter dans le secteur d'activité pour lequel ils avaient été enregistrés; et que les critères objectifs et non discriminatoires d'enregistrement des sociétés en Arménie étaient d'application générale, publiés officiellement et accessibles à tous les commerçants pour examen. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Tarif douanier

34. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la Loi sur le tarif douanier approuvée par le Parlement en août 1993, constituait le cadre légal pour fixer les droits de douane et régler les questions douanières. Le Décret n° 615 promulgué par le gouvernement en décembre 1993 avait instauré de nouveaux droits de douane, qui avaient ensuite été modifiés par le Décret n° 224 promulgué en mai 1994 et par le Décret n° 39 promulgué en janvier 1995. Conformément à la nouvelle Constitution arménienne, adoptée en 1995, les modifications du tarif douanier devaient être approuvées par l'Assemblée nationale, sur proposition de la Commission parlementaire permanente de l'économie, du budget et des crédits. La Loi sur les taux du tarif douanier, adoptée par l'Assemblée nationale en avril 1997, contenait la nouvelle liste des droits de douane, actuellement en vigueur. La loi avait été modifiée pour la dernière fois en septembre 1997 avec l'adoption de la Loi sur les modifications à la Loi sur le tarif douanier. L'Arménie appliquait depuis 1991 le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

35. Le représentant de l'Arménie a dit que les droits de douane étaient appliqués *ad valorem* sur la valeur c.a.f. Le tarif douanier comportait actuellement 195 positions car la plupart des catégories de produits désignées par les positions à deux chiffres du Système harmonisé étaient assujetties à des taux de droits identiques. Plusieurs membres du Groupe de travail ayant demandé s'il était possible d'introduire dans le tarif douanier des positions plus détaillées (à quatre chiffres ou plus), le représentant de l'Arménie a dit que l'introduction dans le tarif douanier de positions plus détaillées, qui se poursuivait actuellement, avait eu pour effet de porter à 195 le nombre des positions tarifaires, contre 132 auparavant. Il a aussi ajouté que si cela s'avérait nécessaire, le gouvernement arménien continuerait à introduire dans le tarif douanier des positions plus détaillées que celles qui y figuraient actuellement. Après l'adoption de la nouvelle loi sur les taux du tarif douanier, l'ancien système des cinq taux de droits avait été supprimé et il n'en restait plus que deux: un taux zéro et un taux de 10 pour cent. Plus de 50 pour cent des positions du tarif douanier (98) étaient assujetties au taux zéro, les 97 autres au taux de 10 pour cent. Compte tenu des exemptions tarifaires (pour les importations à titre humanitaire, par exemple) et des positions bénéficiant du taux zéro, la moyenne pondérée des

droits était inférieure à 5 pour cent. Les recettes tarifaires devraient représenter environ 10,7 pour cent des recettes fiscales totales du gouvernement et environ 7,4 pour cent des recettes budgétaires totales en 1998.

36. Le représentant de l'Arménie a déclaré que les taux de droits de douane ne seraient pas relevés au-delà des niveaux consolidés dans la Liste de concessions établie dans le cadre de l'OMC, qui était annexée au Protocole d'accession de l'Arménie. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Autres droits et impositions à l'importation

37. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail qu'aucun autre droit ou imposition n'était appliqué à l'importation à l'exception des droits concernant les services rendus par les autorités douanières décrits aux paragraphes 40 à 43 ci-après. [Il a dit que l'Arménie consoliderait tous les droits et impositions, autres que les droits de douane proprement dits, au taux zéro dans la liste de concessions annexée au Protocole d'accession de l'Arménie à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

- Contingents tarifaires

38. Le représentant de l'Arménie a déclaré que l'Arménie n'appliquait pas de contingents tarifaires. Il a confirmé que son gouvernement ne prévoyait pas d'en introduire.

- Exemption de droits

39. Le représentant de l'Arménie a dit que toutes les exemptions tarifaires autres que celles qui étaient accordées dans le cadre d'accords de libre-échange s'appliquaient sur une base NPF. Ces exemptions étaient accordées pour:

- les équipements essentiels importés par des entreprises étrangères et des coentreprises (dans lesquelles la participation étrangère devait atteindre 30 pour cent au moins) et destinés à compléter les ressources statutaires de l'entreprise;
- les marchandises en transit sur le territoire arménien;
- les camions et véhicules, utilisés régulièrement pour le transport de marchandises et de passagers sur le territoire arménien, ainsi que les combustibles, vivres, outils et autres articles secondaires nécessaires à un usage temporaire lié à ces activités;
- les devises, obligations et autres valeurs mobilières;
- les fournitures au titre de l'aide humanitaire;
- les marchandises spécifiques importées temporairement sur le territoire arménien et réexportées sans y avoir été transformées, telles que les pièces d'exposition et objets

- destinés à des foires, modèles et emballages de produits, matériels professionnels de personnes en séjour temporaire, matériels publicitaires, animaux vivants, etc.;
- les matériels prothétiques et orthopédiques et les pièces détachées de ces matériels;
 - les produits importés pour les magasins hors taxe ou entrepôts en douane et destinés à être exportés ultérieurement du territoire douanier arménien;
 - les marchandises et articles importés dans le cadre de crédits accordés à la République d'Arménie;
 - les importations relevant des autres cas prévus dans des accords internationaux, y compris les accords de libre-échange.
- Redevances et impositions douanières pour services rendus

40. Quelques membres du Groupe de travail ont dit que la redevance douanière *ad valorem* perçue à l'importation par l'Arménie était incompatible avec les règles de l'OMC, en particulier l'article VIII du GATT de 1994. Ils ont aussi noté qu'il n'était pas approprié d'appliquer une période de transition pour la mise en conformité de la redevance douanière avec l'article VIII. L'Arménie devrait se conformer aux prescriptions de l'article VIII dès la date de son accession: à partir de ce moment, le produit de la redevance ne devrait servir qu'à assurer le fonctionnement des services de dédouanement et les recettes annuelles totales provenant de la redevance ne devraient pas dépasser le coût du dédouanement des marchandises importées. Après l'accession, des renseignements sur la méthode de calcul de la redevance et du coût des services de dédouanement devraient être communiqués aux Membres de l'OMC si demande en était faite.

41. Répondant à des questions posées par des membres du Groupe de travail au sujet du système de redevances douanières, le représentant de l'Arménie a déclaré qu'une redevance de 0,15 pour cent était perçue sur les marchandises importées. Cette redevance était calculée sur la valeur c.a.f. majorée du droit de douane applicable. Aucune redevance n'était perçue sur les importations effectuées par le gouvernement, les opérations de compensation prévues par des accords internationaux, les importations temporaires, les importations de matières premières destinées à la construction relevant de contrats bilatéraux entre républiques, les marchandises importées directement dans le cadre du budget de l'Etat et l'aide humanitaire. Les importations relevant d'accords de compensation au titre de contrats entre républiques signés avec des pays de l'ex-Union soviétique avaient été précédemment exemptées de la redevance douanière, mais cette exemption avait été supprimée et ces pays n'en bénéficiaient plus. Aucune autre redevance ou imposition à l'importation n'était perçue. Par suite d'une modification du Décret n° 615 du 6 décembre 1993, entrée en vigueur le 1er mai 1996, la redevance douanière était passée de 0,15 à 0,3 pour cent. En 1995, 1 million de dollars EU environ avaient été perçus au titre de la redevance douanière. Ce montant avait été utilisé pour le développement de l'administration des douanes en Arménie. La Résolution n° 282 portant

approbation des statuts du fonds de réserve de l'Administration des douanes indiquait dans les grandes lignes l'utilisation des redevances perçues, qui constituaient l'une des sources de financement du fonds de réserve: 70 pour cent des ressources du fonds serviraient à créer et à renforcer la base matérielle et technique du système en vue d'améliorer et d'élargir les activités douanières; 25 pour cent des ressources étaient destinées à la masse salariale de l'Administration des douanes et devaient permettre d'accorder des incitations matérielles aux employés et d'améliorer leurs conditions de vie; 5 pour cent des ressources étaient versées au fonds administré par le chef de l'Administration des douanes pour les dépenses imprévues relevant de sa compétence. Le gouvernement arménien avait adopté la Loi relative à la mise en oeuvre des modifications et compléments à la Loi du 18 août 1993 sur le tarif douanier, qui était entrée en vigueur le 19 septembre 1997. En vertu de cette loi, la redevance douanière était perçue sur les marchandises déclarées à raison de 0,3 pour cent de la valeur en douane, jusqu'à concurrence de 600 000 drams (environ 1 200 dollars EU). Elle n'était pas perçue sur les importations effectuées dans le cadre de crédits accordés au gouvernement arménien, ni sur les importations au titre de l'aide humanitaire ou à des fins caritatives. Le 1er janvier 1999, la redevance douanière serait rendue conforme aux dispositions de l'article VIII du GATT de 1994.

42. Des membres du Groupe de travail se sont demandé si la redevance de 0,3 pour cent était compatible avec les prescriptions de l'article VIII du GATT de 1994 et, en particulier, si elle correspondait au coût des services rendus. Tout en convenant que ces paiements étaient incompatibles avec l'article VIII de l'Accord sur l'OMC, le représentant de l'Arménie a dit que la redevance douanière actuelle se justifiait par la nécessité d'améliorer les conditions de travail de l'Administration des douanes. L'Arménie avait besoin d'un certain délai (jusqu'à la fin de 1998) pour rendre la redevance douanière pleinement compatible avec les règles de l'OMC.

43. Le représentant de l'Arménie a confirmé que son pays modifierait, à compter de la date de son accession, la redevance douanière actuellement fixée à 0,3 pour cent *ad valorem* avec un plafond de 600 000 drams (environ 1 200 dollars EU). A cet égard, l'Arménie appliquerait un taux minimal et un taux maximal garantissant que la redevance perçue représente approximativement le coût des services douaniers fournis lors des formalités d'importation. La redevance s'appliquerait aussi aux exportations et importations effectuées par le gouvernement arménien. Les recettes provenant de la perception de la redevance serviraient uniquement à financer les formalités d'importation et d'exportation et les formalités concernant les échanges assujettis à la redevance. Les recettes annuelles totales provenant de la redevance ne dépasseraient pas le coût des services douaniers rendus. Après l'accession, l'Arménie communiquerait sur demande aux Membres de l'OMC des renseignements sur la méthode de calcul de la redevance et le coût des services rendus au titre des formalités douanières. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Application de taxes intérieures aux importations

44. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que son gouvernement avait procédé à une refonte totale du régime fiscal depuis 1992, dans le cadre de la politique globale visant à transformer l'économie du pays en une économie de marché. Le 14 avril 1997, l'Assemblée nationale avait adopté la nouvelle Loi sur les impôts et taxes. Aux termes de cette loi, les impôts et taxes ci-après étaient prélevés en Arménie:

- taxe sur la valeur ajoutée;
- droit d'accise;
- impôt sur les bénéfices;
- impôt sur le revenu;
- impôt sur la propriété;
- impôt foncier.

En particulier, les importations et la production nationale en Arménie étaient assujetties à deux impôts indirects: la taxe sur la valeur ajoutée, prélevée sur le chiffre d'affaires pour les biens et les services, et le droit d'accise perçu sur la vente de certaines marchandises. Les impôts directs comprenaient l'impôt sur les bénéfices (pour les personnes morales), l'impôt sur le revenu (pour les personnes physiques), l'impôt sur la propriété, applicable à certains types de propriété, et l'impôt foncier, auquel étaient assujettis les propriétaires fonciers, dont il a été question aux paragraphes 9 à 13 ci-dessus.

- Taxe sur la valeur ajoutée

45. Le représentant de l'Arménie a dit que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) était appliquée en vertu de la nouvelle Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée, entrée en vigueur le 1er juillet 1997. Cette loi prévoyait que la TVA serait perçue sur les marchandises importées d'une façon conforme aux principes NPF et énonçait:

- les pays concernés;
- le principe de la taxation des importations à la frontière;
- la mise en place d'un système spécial d'enregistrement des assujettis à la TVA;
- la mise en place d'un système de factures fiscales.

La TVA était prélevée sur les importations et sur la production nationale au taux de 20 pour cent. Sur la valeur totale du chiffre d'affaires imposable pour les biens et les services (y compris le taux de 20 pour cent), le montant de la taxe sur la valeur ajoutée était déterminé sur la base de 16,67 pour cent du taux applicable. La TVA n'était pas calculée ni perçue par les autorités douanières sur les marchandises importées en Arménie au bénéfice d'un taux de droit nul conformément à la Loi sur les taux du tarif douanier. Les éléments ci-après étaient exemptés de la TVA: transport électrique

urbain, frais de scolarité dans les écoles secondaires, écoles professionnelles et établissements d'enseignement supérieur (universités, instituts, etc.); vente de produits alimentaires pour enfants; travaux de recherche scientifique; vente de médicaments vétérinaires et de produits chimiques utilisés dans la production de produits agricoles; vente de produits agricoles d'origine nationale; assurance, réassurance et activités bancaires; produits et services importés au titre de l'aide humanitaire et à des fins caritatives. L'exonération était aussi accordée dans les cas suivants: chiffre d'affaires imposable pour les marchandises exportées hors du territoire douanier arménien; marchandises déclarées comme étant destinées à un usage officiel par les représentations diplomatiques et consulaires ou par des organisations internationales et intergouvernementales dotées du même statut, et marchandises et services acquis par ces organisations sur le territoire arménien; marchandises étrangères en transit sur le territoire arménien; travaux de construction et travaux connexes (conception, recherche, etc.) financés par les communautés de la Diaspora arménienne, par des pays étrangers, et par des organisations intergouvernementales et non gouvernementales (publiques) et organisations religieuses étrangères et internationales effectués au titre de l'aide humanitaire, à des fins caritatives ou dans le cadre d'autres programmes sociaux. La liste complète des produits exonérés de la TVA figurait dans la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée, communiquée au Groupe de travail.

- Droit d'accise

46. Répondant à des questions sur le droit d'accise, le représentant de l'Arménie a indiqué que la Loi sur le droit d'accise imposait un droit d'accise sur les produits nationaux et importés. Comme pour la TVA, le droit d'accise était perçu sur les importations par les autorités douanières et sur les produits locaux par l'Inspection des impôts. L'Assemblée nationale avait adopté la nouvelle Loi sur le droit d'accise, entrée en vigueur le 1er juillet 1997. En vertu de cette loi, le droit d'accise était perçu sur les marchandises ci-après produites, vendues ou importées en Arménie par des personnes physiques et morales et entités n'ayant pas le statut de personne morale: caviar, bière, vin, alcools forts, produits à base de tabac, essence, diesel, vêtements en cuir naturel, articles en fourrure et en pelleterie (à l'exception des vareuses pour militaires et ouvriers en peau de mouton), articles en verre et en porcelaine, bijoux et voitures de tourisme. Pour les marchandises fabriquées en Arménie, le chiffre d'affaires à la vente, calculé sur la base des prix de vente (hors droit d'accise et TVA) était soumis à taxation. Le droit d'accise perçu sur les marchandises de fabrication nationale était calculé et acquitté par l'entreprise ou l'entrepreneur individuel produisant ou vendant les marchandises en question dans un délai de dix jours ouvrables suivant la vente. Pour les marchandises importées en Arménie, la valeur en douane des marchandises (hors TVA et droits de douane) était soumise à taxation. Les droits d'accise frappant les produits importés étaient perçus par les autorités douanières dans les dix jours suivant l'importation.

47. Le droit d'accise était appliqué comme suit:

Numéro du SH	Désignation du produit	Droit d'accise, calculé <i>ad valorem</i>
1604 30 100	Caviar	200
2203	Bière	50
2204 - 2206	Vin	50
2207; 2208	Alcools forts	125
2402	Produits à base de tabac	100
2710 00 270	Essence	35
2710 00 290		
2710 00 320		
2710 00 340		
2710 00 360		
2710 00 690	Diesel	10
4203	Vêtements en cuir naturel	25
4301 - 4303	Articles en fourrure et en pelletterie, dont:	
430310 300	Vareuses pour militaires et ouvriers en peau de mouton	25
06911 7013 312	Articles en verre et en porcelaine	25
7113 - 7117	Bijoux	15
8703	Voitures de tourisme	15

48. Le représentant de l'Arménie a déclaré que son gouvernement reconnaissait que l'application d'un taux inférieur de droits d'accise sur les produits nationaux par rapport aux produits identiques ou similaires importés constituait une violation du principe du traitement national. Par conséquent, au titre des engagements pris dans le cadre de son accession, l'Arménie a égalisé le 1er janvier 1997 les droits d'accise sur les produits nationaux et sur les importations de produits identiques ou similaires importés (voir le tableau du paragraphe 47 ci-dessus).

49. Des membres du Groupe de travail ont fait observer que la non-application des impositions susmentionnées aux importations en provenance des pays de l'ex-Union soviétique pouvait être interprétée comme étant une discrimination à l'encontre des produits originaires de pays ne faisant pas partie de l'ex-Union soviétique. Le représentant de l'Arménie a dit que son pays avait adopté le principe de la destination pour l'imposition des importations, quelle qu'en soit l'origine. L'Arménie tentait donc de convaincre ses partenaires commerciaux de la CEI de l'opportunité d'appliquer ces droits dans le pays de destination et non dans le pays d'origine.

50. Le représentant de l'Arménie a confirmé que, à compter de la date d'accession, son pays appliquerait les taxes intérieures, y compris la taxe sur la valeur ajoutée et le droit d'accise, d'une manière non discriminatoire et compatible avec les articles premier et III du GATT de 1994. A cet égard, conformément aux nouvelles lois sur la TVA et le droit d'accise, ces impositions étaient perçues au même taux sur les marchandises d'origine nationale et les marchandises importées, et l'Arménie appliquait le principe de la destination pour les marchandises importées de toutes provenances. Par ailleurs, la méthode suivie pour l'application de tous les impôts indirects aux produits importés serait rendue publique et facilement accessible aux importateurs, exportateurs et producteurs nationaux. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Mesures non tarifaires [restrictions quantitatives] et régime de licences d'importation

51. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'en application de la Résolution n° 124 du 29 décembre 1995, qui régissait les mesures non tarifaires en Arménie, il n'y avait, pour la plupart des importations, ni prohibitions, ni contingentement. Les restrictions à l'importation étaient imposées pour des raisons liées à la santé, à la sécurité ou à l'environnement. Les produits visés étaient les suivants: armes de tous types, techniques militaires et produits nécessaires à leur production; technologies et matériels nucléaires et détecteurs de radioactivité (y compris les matériaux thermiques), matières spéciales autres que les matières nucléaires et services y relatifs, et matières à rayonnement ionisant, dont l'importation était subordonnée à une autorisation du gouvernement.

52. Le représentant de l'Arménie a indiqué qu'aux termes de la Résolution n° 124 les produits suivants étaient soumis à licence:

	Numéro du SH
Produits pharmaceutiques, médicaments	13.02, 29.38, 29.41, 30.03, 30.04
Produits chimiques agricoles	38.08

53. En réponse à des questions concernant l'importation de produits pharmaceutiques et de médicaments, le représentant de l'Arménie a déclaré que ces importations devaient être autorisées par le Ministère de la santé. L'importation de "produits chimiques agricoles (numéro 38.08 du SH)" devait être autorisée par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Le règlement relatif à la délivrance des autorisations d'importer et d'exporter des produits pharmaceutiques disposait ce qui suit:

- Les autorisations d'importer des produits pharmaceutiques étaient délivrées par l'Inspection des produits pharmaceutiques du Ministère de la santé, et les

autorisations d'importer des produits chimiques agricoles par le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation;

- les autorisations étaient valables pour une seule utilisation;
- pour qu'une autorisation soit délivrée, les documents ci-après devaient être présentés et les conditions suivantes remplies:

a) une licence pour faire le commerce des produits pharmaceutiques dans la République d'Arménie (Résolutions n° 161/415 et n° 36). En vertu de ces résolutions, la fabrication et le commerce de gros et de détail des produits pharmaceutiques et des instruments médicaux étaient subordonnés à l'octroi d'une licence d'Etat dans la République d'Arménie. Conformément à la Résolution n° 36:

- les activités pharmaceutiques et médicales étaient soumises à licence dans la République d'Arménie;
- les licences étaient délivrées par le Ministère de la santé;
- les licences avaient une durée de validité de cinq ans.

Les licences pour le commerce de gros et de détail des produits pharmaceutiques et des instruments médicaux étaient délivrées par le Comité d'Etat chargé de l'octroi des licences, qui relevait du Ministère de la santé. Les procédures de délivrance des licences avaient été approuvées par la Résolution n° 188. Les mêmes procédures de licences (y compris pour l'importation de produits pharmaceutiques et chimiques) s'appliquaient aux personnes ayant fait des études médicales et pharmaceutiques à l'étranger. Lorsqu'il existait des accords internationaux signés par la République d'Arménie, les procédures énoncées dans ces accords s'appliquaient (Résolution n° 188 du 24 juillet 1996). Les spécialistes étrangers invités à participer à la mise en oeuvre de programmes dans le cadre d'accords internationaux et intergouvernementaux n'étaient pas soumis au régime de licences.

b) Les produits pharmaceutiques et les produits chimiques agricoles importés ou exportés devaient être enregistrés dans la République d'Arménie. L'enregistrement des produits pharmaceutiques et des instruments médicaux était régi par les Dispositions concernant l'enregistrement des produits pharmaceutiques et des instruments médicaux dans la République d'Arménie et par le Protocole du même nom approuvés par le Département des produits pharmaceutiques du Ministère de la santé.

c) La qualité des produits pharmaceutiques importés ou exportés devait être conforme aux normes en vigueur dans la République d'Arménie. A cet égard, les Résolutions

n° 417 et n° 205 régissaient les procédures d'importation et d'exportation des produits soumis à certification obligatoire.

- d) La période restante de validité des produits pharmaceutiques importés et exportés devait être d'au moins les deux tiers de ladite période.

54. Le représentant de l'Arménie a ajouté que toutes les personnes, sociétés et institutions souhaitant demander une licence d'importation pouvaient le faire à condition d'être enregistrées à titre de personne morale ou d'entrepreneur individuel exerçant une activité commerciale en Arménie. L'enregistrement était une procédure automatique, qui n'était soumise à aucune restriction. Les demandes de licences devaient être traitées dans les 15 jours suivant leur réception. Des membres ayant demandé si les licences pouvaient être délivrées plus rapidement, le représentant de l'Arménie a déclaré que comme le délai de 15 jours était un délai maximum, en pratique, les licences pouvaient être obtenues dans un délai plus court. Si des marchandises arrivaient sans licence, elles ne pouvaient être dédouanées que sur présentation de la licence d'importation nécessaire.

55. Le représentant de l'Arménie a dit que les demandes d'autorisation pouvaient être rejetées et les autorisations délivrées suspendues si: a) les documents présentés contenaient des renseignements inexacts; b) la période de validité des produits pharmaceutiques était échue; c) les numéros de série des produits pharmaceutiques importés ne correspondaient pas à ceux des certificats de qualité présentés; et d) les produits pharmaceutiques importés n'étaient pas enregistrés en Arménie. Un retard injustifié dans le traitement d'une demande et le refus de délivrer une autorisation, ainsi que la suspension et l'annulation des certificats délivrés, pouvaient faire l'objet d'un recours judiciaire dans les 30 jours suivant la date du refus ou de la suspension.

56. Le représentant de l'Arménie a ajouté que pour recevoir une autorisation d'importer des produits pharmaceutiques, les documents ci-après devaient être présentés: un formulaire de demande, un certificat relatif à l'acquisition des produits pharmaceutiques, une licence pour faire le commerce des produits pharmaceutiques en Arménie, et un certificat de qualité établi par le producteur. L'autorisation était délivrée contre paiement d'une somme équivalant au salaire minimum fixé par la législation arménienne et versée au budget de l'Etat.

57. Le représentant de l'Arménie a déclaré en outre que les autorisations étaient délivrées pour la période nécessaire à l'exécution des engagements, mais ne dépassant pas un an. Leur validité pouvait être prolongée sur demande motivée du requérant. L'organisme délivrant l'autorisation pouvait la suspendre ou l'annuler. Les licences n'étaient pas cessibles entre les importateurs.

58. Le représentant de l'Arménie a confirmé que, à compter de la date d'accession, l'Arménie supprimerait et renoncerait à instituer, à rétablir ou à appliquer des restrictions quantitatives à

l'importation ou d'autres mesures non tarifaires telles que les régimes de licences, les contingents, les interdictions, les permis, l'obligation d'obtenir une autorisation préalable, les prescriptions en matière de licences, et d'autres restrictions d'effet équivalent qui ne pouvaient pas être justifiées au regard des dispositions de l'Accord sur l'OMC. Il a aussi confirmé qu'à compter de la date d'accession, le gouvernement arménien ferait usage de son pouvoir légal de suspendre les importations et les exportations ou d'appliquer des prescriptions en matière de licences en vue de suspendre, d'interdire ou de restreindre d'une autre manière le commerce, d'une manière conforme aux règles de l'OMC, en particulier aux articles XI, XII, XVIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, ainsi qu'aux accords commerciaux multilatéraux sur l'agriculture, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les procédures de licences d'importation, les sauvegardes et les obstacles techniques au commerce. A cet égard, il a aussi déclaré que des prescriptions analogues à celles qui figuraient dans la Résolution n° 124 du 29 décembre 1995 relatives aux importations s'appliqueraient de la même manière aux importations et à l'achat ou à la vente de produits nationaux similaires. Toute dérogation à ces prescriptions s'appliquerait de la même manière aux importations et à la production de sociétés nationales. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Prix minimaux à l'importation

59. Le représentant de l'Arménie a noté que son pays n'appliquait pas de système de prix minimaux à l'importation.

- Evaluation en douane

60. Des membres du Groupe de travail ont fait référence à l'Accord sur l'évaluation en douane et à l'incompatibilité de certains aspects de la réglementation douanière arménienne en matière d'évaluation en douane. Ils ont demandé des explications plus détaillées concernant la mise en oeuvre par l'Arménie de dispositions spécifiques de l'Accord sur l'évaluation en douane, en particulier des articles 7, 8, 10, 11 et 12 dudit accord.

61. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que le système d'évaluation en douane arménien était fondé sur la valeur transactionnelle. La réglementation arménienne relative à l'évaluation en douane était énoncée dans un arrêté gouvernemental annexé au Décret n° 615 du 6 décembre 1993 et était entièrement fondée sur l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Elle était aussi énoncée dans la Loi du 18 août 1993 sur le tarif douanier, qui ne présentait pas de contradiction avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Cet arrêté prévoyait six méthodes d'évaluation identiques à celles qui étaient énoncées dans l'Accord susmentionné et disposait que la première méthode (valeur transactionnelle) devrait généralement être utilisée. L'Arménie était membre de l'Organisation mondiale des douanes. L'intervenant a ajouté que le Décret n° 615 contenait de nombreuses dispositions détaillées concernant l'évaluation en douane

des marchandises. Répondant à des questions posées par des membres du Groupe de travail au sujet des ventes entre personnes liées, le représentant de l'Arménie a déclaré que le fait que des ventes avaient lieu entre personnes liées n'empêcherait pas, *a priori*, d'appliquer la valeur transactionnelle, à moins qu'il puisse être établi que la valeur déclarée sur la facture ne représentait pas le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises. Selon les dispositions du paragraphe 8 du Décret n° 615, les importateurs pouvaient demander une explication écrite des motifs pour lesquels les autorités douanières avaient refusé de considérer que la valeur déclarée sur la facture représentait le prix effectivement payé ou à payer dans le cadre d'une transaction d'importation entre parties liées. En réponse à des questions concernant l'obligation prévue à l'article 1:2 b) de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994, le représentant de l'Arménie a déclaré qu'il n'existait dans le Décret n° 615 aucune disposition visant à mettre cet article en application. Répondant à d'autres questions, il a indiqué que, selon le Décret n° 615, l'évaluation des marchandises endommagées devait tenir compte des effets du dommage et les droits étaient basés sur la valeur ainsi estimée. Aucun droit n'était perçu sur les marchandises perdues. En réponse à d'autres questions, le représentant de l'Arménie a indiqué qu'il n'existait dans le Décret n° 615 aucune disposition prévoyant l'inversion de l'ordre d'application des méthodes d'évaluation décrites aux articles 5 et 6 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Le paragraphe 24 du Décret n° 615 prévoyait les circonstances envisagées à l'article 5:2 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Jusqu'à présent, aucun cas n'avait requis la mise en oeuvre des dispositions de l'article 5:2. Le Décret n° 615 ne mettait pas en oeuvre l'article 6:2 de l'Accord qui traitait de l'accès à des renseignements détenus par des résidents d'autres pays en vue de la détermination d'une valeur calculée.

62. Le représentant de l'Arménie a dit qu'en rapport avec l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les paragraphes 27 et 28 du Décret n° 615 traitaient de la détermination de la valeur en douane lorsque aucune des cinq autres méthodes disponibles ne pouvait être utilisée. En vertu des dispositions du paragraphe 27 du Décret n° 615, l'administration des douanes devait communiquer les renseignements pertinents lorsque la valeur était déterminée par un moyen autre que l'une des cinq méthodes disponibles. S'agissant des interdictions stipulées à l'article 7:2, le paragraphe 28 du Décret n° 615 disposait que ni le prix au détail sur le marché intérieur ni le prix des marchandises produites localement ni le prix à l'exportation vers des pays tiers ni aucun autre prix déterminé arbitrairement ou de façon inexacte ne pouvait servir aux fins de l'évaluation en douane lorsque aucune des cinq méthodes disponibles ne pouvait être utilisée. Répondant à des questions soulevées par des membres du Groupe de travail concernant le fait que le Décret n° 615 n'était pas suffisamment précis, le représentant de l'Arménie a déclaré que le paragraphe 28 de ce décret portant sur la détermination arbitraire ou inexacte des prix visait à exclure l'utilisation de valeurs en douane minimales, de valeurs arbitraires ou fictives, ou de valeurs calculées non conformes aux dispositions de l'Accord. Le gouvernement arménien reconnaissait toutefois que le Décret n° 615 était imprécis dans certains domaines clés et il avait la ferme intention de corriger cette situation.

63. S'agissant de l'article 8 de l'Accord sur l'évaluation en douane, le représentant de l'Arménie a dit qu'en vertu du paragraphe 12 du Décret n° 615, la valeur transactionnelle utilisée aux fins de la détermination des droits de douane devait inclure tous les autres frais dont il était question à l'article 8:2 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. En réponse à des questions sur le taux de change appliqué par les autorités douanières, le représentant de l'Arménie a déclaré que les taux de change utilisés résultaient des adjudications quotidiennes de devises que tenait la Banque centrale d'Arménie. Celle-ci annonçait quotidiennement les taux de change, qui étaient publiés dans la presse, ainsi que le prescrivait l'article 9:1 de l'Accord. La confidentialité était garantie par le paragraphe 5 du Décret n° 615. Répondant à des questions sur les mécanismes de protection des renseignements confidentiels, le représentant de l'Arménie a déclaré qu'en vertu du paragraphe 5 du décret, les renseignements confidentiels ne devaient servir qu'à des fins douanières et ne pouvaient, sauf consentement préalable, être divulgués à des tiers. Cela satisfaisait à l'obligation prévue à l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

64. Une description détaillée du processus d'examen des décisions prises en matière d'évaluation en douane ayant été demandée, le représentant de l'Arménie a dit qu'en rapport avec l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane, le paragraphe 9 du Décret n° 615 prévoyait le recours administratif auprès d'une autorité douanière de niveau supérieur. Les personnes morales (entreprises ou entrepreneurs individuels) pouvaient engager une procédure judiciaire auprès d'un organe d'arbitrage spécial dans les cas portant sur des décisions d'évaluation. L'arbitrage était alors exécutoire. Les organes d'arbitrage spéciaux étaient les mêmes que les tribunaux nationaux. Des tribunaux économiques spéciaux seraient institués à mesure que les dispositions de la nouvelle Constitution seraient mises en oeuvre. Dans les cas portant sur des questions autres que l'évaluation, les personnes morales pouvaient faire opposition devant les tribunaux civils. Les personnes physiques ne pouvaient faire opposition que devant les tribunaux civils.

65. Le représentant de l'Arménie a dit que comme le prescrivait l'article 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les lois, règlements, décisions et jugements nationaux pertinents étaient publiés dans le Bulletin des décrets gouvernementaux ou dans le Manuel du Conseil suprême de la République d'Arménie. S'agissant de l'obligation prévue à l'article 13 (dernière phrase) de l'Accord sur l'évaluation en douane, lorsque la valeur en douane ne pouvait être déterminée immédiatement, les importateurs pouvaient retirer leurs marchandises de la douane moyennant paiement de droits provisoires basés sur l'évaluation de l'administration des douanes. L'importateur disposait alors de trois mois pour contester cette évaluation. Il pouvait aussi dédouaner provisoirement les marchandises sur présentation d'une garantie bancaire valable pour un mois. Si un problème d'évaluation n'était pas réglé dans un délai d'un mois, l'importateur disposait de deux autres mois pour contester l'évaluation, moyennant paiement provisoire du droit estimé par l'administration des douanes. Qu'il y ait ou non ajustement par rapport à l'évaluation initiale de l'administration des

douanes, le montant des droits ne pouvait plus être modifié après l'échéance de la période de trois mois. Le paragraphe 8 du Décret n° 615 disposait que l'administration des douanes devait communiquer à l'importateur un exposé écrit des motifs d'une décision d'évaluation, dans un délai de sept jours à compter du dépôt d'une demande écrite. Les notes interprétatives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane n'avaient pas été systématiquement incorporées dans le Décret n° 615.

66. En réponse à des questions et des observations présentées par des membres du Groupe de travail au sujet de la nécessité d'améliorer le Décret n° 615, le représentant de l'Arménie a déclaré que ce décret serait révisé avant l'accession pour prendre en compte les préoccupations exprimées par les membres du Groupe de travail et que les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994 seraient adoptées en tant que partie intégrante du droit interne de l'Arménie au moment de l'accession. Toutes les lois pertinentes seraient pleinement conformes aux prescriptions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994 lors de l'accession de l'Arménie à l'OMC. En particulier, les notes interprétatives de l'Accord seraient intégralement incorporées dans la législation arménienne sur l'évaluation en douane, et l'Arménie adopterait la Décision du 24 septembre 1984 sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données pour garantir que les logiciels seraient évalués d'après la valeur des supports. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Autres formalités douanières
- Règles d'origine

67. Le représentant de l'Arménie a déclaré que les règles d'origine appliquées en Arménie étaient conformes aux principes énoncés dans l'Accord sur les règles d'origine. Elles étaient définies en fonction des critères suivants: produits entièrement originaires, changement de classification tarifaire, ouvraison et valeur ajoutée. Le choix de la méthode utilisée pour déterminer l'origine dépendait du produit concerné et de tout accord international pertinent au titre duquel les règles d'origine étaient appliquées. Néanmoins, exception faite des produits entièrement originaires, le critère du changement de position tarifaire (au niveau des numéros à quatre chiffres de la classification SH) était utilisé sauf si une autre méthode était stipulée. Conformément à la procédure de détermination du pays d'origine énoncée dans l'annexe de la Résolution n° 615 du gouvernement, le pays d'origine était réputé être le pays dans lequel le produit avait été entièrement fabriqué ou avait subi une transformation suffisante. Les marchandises ci-après étaient réputées être entièrement produites dans un pays:

- minéraux extraits sur le territoire du pays ou à l'intérieur de ses eaux territoriales;
- végétaux cultivés ou récoltés sur le territoire du pays;
- animaux nés ou élevés sur le territoire du pays;
- produits provenant des animaux nés ou élevés sur le territoire du pays;

- produits de la chasse, de la pêche ou des opérations en mer sur le territoire du pays ou à l'intérieur de ses eaux territoriales;
- produits provenant des opérations en haute mer effectuées par des navires appartenant au pays ou loués par lui;
- matières premières secondaires ou déchets résultant de la production et d'autres activités menées sur le territoire du pays;
- produits de haute technicité obtenus dans l'espace à bord de vaisseaux spatiaux appartenant au pays ou loués par lui;
- marchandises produites dans le pays d'une manière entièrement conforme aux points ci-dessus.

Lorsque plusieurs pays avaient participé à la production, l'origine de la marchandise était déterminée d'après le critère de la transformation suffisante, fondé sur les conditions ci-après:

- toute modification des quatre premiers chiffres de la position sous laquelle le produit était classé (code de désignation du produit) qui résultait de la transformation du produit;
- réalisation d'opérations de production ou d'opérations technologiques suffisantes ou insuffisantes pour que le produit puisse être considéré originaire du pays dans lequel ces opérations avaient eu lieu;
- modification de la valeur du produit, lorsque la proportion de valeur ajoutée ou la valeur des matériaux utilisés dépassait un certain pourcentage du prix du produit (règle *ad valorem*).

Par ailleurs, les opérations suivantes n'étaient pas considérées comme répondant au critère de la transformation suffisante:

- opérations visant à conserver le produit pendant le stockage ou le transport;
- opérations visant à préparer les produits pour la vente ou le transport (dégrouper, regrouper, tri et réemballage);
- opérations d'assemblage simples;
- réunion ou fonte des pièces (composants) sans que cela donne aux produits obtenus des caractéristiques qui les différencieraient substantiellement des composants initiaux.

Les autorités douanières pouvaient exiger des certificats d'origine dans les cas suivants: i) produits soumis à une limitation quantitative; changement tarifaire; ii) importations relevant d'accords commerciaux préférentiels; iii) protection de l'environnement, de la santé et de la sûreté publiques, et de la sécurité nationale; et iv) situations dans lesquelles les autorités estimaient que les informations

fournies sur l'origine des produits étaient insuffisantes. Les certificats d'origine devaient être signés par les fournisseurs et vérifiés par l'organisme de certification national compétent. L'évaluation quant à l'origine des marchandises importées était effectuée par la société ArmExpertise, filiale de la Chambre de commerce d'Arménie. En cas de doute sur l'origine d'un produit importé en Arménie, les services des douanes en référaient à ArmExpertise, qui examinait le produit, les connaissements et les certificats d'origine, et rendait une décision sur l'origine du produit. Par ailleurs, conformément au point 2 de la Directive n° 478MV du 26 avril 1996 émanant du chef de la Direction des douanes de la République d'Arménie, en l'absence dudit certificat, les certificats délivrés par la SARM ou par ArmExpertise étaient acceptés comme documents confirmant l'origine du produit. Conformément à la législation arménienne en vigueur, les importateurs avaient le droit de faire appel des décisions contestées auprès d'une autorité douanière supérieure. Les obligations administrative et judiciaire liées à cette procédure s'appliquaient à toutes les entités.

68. Le représentant de l'Arménie a déclaré que le gouvernement arménien mettrait toutes ses lois et réglementations en pleine conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les règles d'origine et respecterait pleinement les dispositions dudit accord à partir de la date d'accession de l'Arménie à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Inspection avant expédition

69. En réponse à des questions, le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays ne faisait actuellement pas appel aux services de sociétés d'inspection avant expédition.

70. Le représentant de l'Arménie a déclaré que si un système d'inspection avant expédition était mis en place à l'avenir, il serait appliqué conformément aux prescriptions de l'Accord sur l'inspection avant expédition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime des sauvegardes

71. En réponse à des questions, le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays n'appliquait actuellement ni régime antidumping ni régime des droits compensateurs ni régime des sauvegardes. Il a confirmé qu'à compter de la date d'accession, l'Arménie n'appliquerait pas de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping ou de droits compensateurs en l'absence de lois conformes permettant d'appliquer ces mesures d'une manière compatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, de l'Accord antidumping, et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Réglementation des exportations
 - Restrictions à l'exportation et régime de licences d'exportation

72. Le représentant de l'Arménie a indiqué que le régime de licences d'exportation était régi par la Résolution n° 124 du 29 décembre 1995 sur la réglementation non tarifaire des importations et des exportations de produits (opérations, services) dans la République d'Arménie. Des licences d'exportation étaient nécessaires pour les textiles (à destination des Communautés européennes uniquement), les médicaments, certains animaux vivants et certains végétaux. Les textiles étaient assujettis aux licences au titre d'un accord signé avec les Communautés européennes, mais aucune restriction n'était actuellement applicable à ces exportations. Les licences exigées pour les médicaments, les animaux vivants et les végétaux n'étaient généralement pas restrictives: elles visaient plutôt à garantir la santé et la sûreté publiques. L'exportation et l'importation d'armes, de techniques militaires et de produits nécessaires à leur production, de technologies et de matériels nucléaires ainsi que de détecteurs de radioactivité (y compris les matériaux thermiques), de matières spéciales autres que les matières nucléaires et des services y relatifs et de matières à rayonnement ionisant étaient subordonnées à une autorisation délivrée par le gouvernement. Tous les autres produits pouvaient être exportés librement. Le régime s'appliquait aux exportations vers toutes les destinations, sauf dans le cas des licences d'exportation de textiles et de vêtements qui ne concernaient que les exportations vers les Communautés européennes. Les licences ne visaient pas à restreindre la quantité ou la valeur des exportations, mais à protéger l'intérêt national et la vie ou la santé des personnes ou des animaux, les végétaux et l'environnement. Le gouvernement pensait qu'il n'existait actuellement pas de meilleur moyen d'atteindre ces objectifs.

73. Le représentant de l'Arménie a noté que le régime de licences d'exportation de son pays ressemblait beaucoup à celui des licences d'importation. Comme dans le cas des importations, les produits pharmaceutiques et les animaux et végétaux rares étaient assujettis à un régime de licences non restrictives, destiné à protéger la santé publique et l'environnement. Les procédures de licences d'exportation applicables aux produits pharmaceutiques étaient identiques aux procédures de licences d'importation et étaient régies par les mêmes résolutions. En outre, les exportations de textiles et de vêtements à destination des Communautés européennes étaient soumises à un régime de licences en vertu d'un accord bilatéral avec les Communautés européennes, et des licences étaient également requises pour l'exportation d'objets rares ou artisanaux considérés comme faisant partie du patrimoine national. Le régime de licences auquel étaient soumises les exportations de textiles et de vêtements à destination des Communautés européennes permettait de surveiller ces exportations, qui cependant ne faisaient actuellement l'objet d'aucune restriction.

74. Le représentant de l'Arménie a dit que le régime de licences d'exportation en vigueur en Arménie s'appliquait aux produits suivants:

	Numéro du SH
Produits pharmaceutiques	05.10; 12.11; 13.02; 29.38; 29.41
Matières premières destinées à la production pharmaceutique	30.00
Textiles et vêtements à destination des Communautés européennes	
Objets considérés comme faisant partie du patrimoine national	
Animaux sauvages et végétaux rares mentionnés dans le Livre rouge de la République d'Arménie	

Le Livre rouge de la République d'Arménie recensait une centaine d'animaux et d'oiseaux et 390 végétaux rares pour lesquels des licences d'exportation étaient requises et dont l'exportation pouvait être réglementée.

75. Le représentant de l'Arménie a dit que, aux termes de la Résolution n° 124, l'exportation de produits pharmaceutiques et de médicaments était soumise à autorisation du Ministère de la santé. L'exportation des animaux vivants et végétaux rares indiqués dans le Livre rouge de la République d'Arménie était soumise à autorisation du Ministère de la nature et de l'environnement. Les exportations d'objets considérés comme ayant un intérêt pour le patrimoine national devaient être autorisées par le Ministère de la culture. Dans le cas des exportations de textiles et de vêtements vers les Communautés européennes, le Ministère de l'industrie et du commerce était seul habilité à délivrer des licences d'exportation. Les demandes d'autorisation pouvaient être rejetées et les autorisations délivrées suspendues si: a) les documents présentés contenaient des renseignements inexacts; b) la période de validité des produits pharmaceutiques était échue; c) les numéros de série des produits pharmaceutiques importés ne correspondaient pas à ceux des certificats de qualité présentés; et d) les produits pharmaceutiques importés n'étaient pas enregistrés en Arménie. Le Ministère de l'industrie et du commerce pouvait refuser de délivrer une licence d'exportation à un requérant pour des exportations vers les Communautés européennes si les exportations des marchandises en question devaient dépasser une certaine limite quantitative. Comme cela ne s'était encore jamais produit, l'Arménie n'avait pas créé de mécanisme pour administrer les contingents d'exportation.

76. Le représentant de l'Arménie a dit que toutes les personnes, sociétés et institutions souhaitant demander une licence d'exportation pouvaient le faire à condition d'être enregistrées comme personne morale ou entrepreneur individuel exerçant une activité commerciale en Arménie. Comme dans le cas de l'importation, les documents ci-après devaient être présentés aux fins d'une autorisation d'exporter des produits pharmaceutiques: un formulaire de demande, un certificat relatif à l'acquisition des produits pharmaceutiques, une licence pour faire le commerce des produits pharmaceutiques en

Arménie, un certificat de qualité établi par le producteur. Les autorisations étaient délivrées dans les 15 jours suivant la date de la demande. Le délai de 15 jours indiqué étant un délai maximal, les licences pouvaient être, dans la pratique, obtenues plus rapidement. En général, une licence d'exportation ne pouvait être accordée immédiatement sur demande mais en pratique, il était possible de s'acquitter des formalités requises dans un délai de un à deux jours. Le droit à acquitter pour une licence d'exportation était égal au salaire mensuel minimum dans la République d'Arménie. Les licences n'étaient pas cessibles entre exportateurs. Les demandes de licences pouvaient être déposées et/ou l'exportation pouvait être effectuée à n'importe quel moment de l'année. Les autorisations étaient délivrées pour la période nécessaire à l'exécution des engagements, mais ne dépassant pas un an. Leur validité pouvait être prolongée sur demande motivée du requérant. L'organisme délivrant l'autorisation pouvait la suspendre ou l'annuler. Un retard injustifié dans le traitement d'une demande ou le refus de délivrer une autorisation, ainsi que la suspension et l'annulation des certificats délivrés, pouvaient faire l'objet d'un recours judiciaire.

77. Le représentant de l'Arménie a déclaré que toutes prescriptions en matière de licences d'exportation ou autres restrictions à l'exportation seraient appliquées conformément aux prescriptions de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Autres mesures

78. Le représentant de l'Arménie a noté que pour éviter des exportations à des prix artificiellement bas ou la sous-facturation des exportations, la Résolution n° 124 établissait pour chaque trimestre une liste de prix minimaux pour certains produits qui servaient de prix de référence à des fins fiscales. Depuis le 29 décembre 1995, cette liste se limitait aux métaux ferreux et non ferreux (n° 72.00, 72.04, 74.0-74.14, 75. 76.0-76.14, 78.80, 81.0, 81.13 du SH). D'après la Résolution n° 124, les produits figurant sur cette liste pouvaient être exportés à des prix inférieurs aux prix minimaux établis. Cependant, les impôts dus par les sociétés exportant des métaux ferreux et non ferreux et des déchets étaient calculés sur la base de ces prix de référence si le prix déclaré à l'exportation était inférieur au montant de référence. En pareil cas, l'exportateur était aussi tenu de présenter le certificat de conformité délivré par l'Agence de normalisation, de métrologie et de certification (SARM). Les services des douanes arméniennes devaient informer l'Inspection des impôts de la transaction dans le délai d'un mois.

- Subventions à l'exportation

79. Le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays n'accordait actuellement aucune incitation ni aucune subvention à l'exportation, de quelque nature que ce soit; elle n'appliquait pas non plus de système de ristourne de droits ou d'admission temporaire pour les importations passibles de droits utilisées dans la production destinée à l'exportation. Le gouvernement considérait l'essor des

exportations comme essentiel pour la viabilité économique future du pays. C'est pourquoi il étudiait plusieurs façons de stimuler les exportations, en particulier le recours à des activités de promotion. Cependant, il n'avait pas l'intention de recourir à des subventions à l'exportation dans le cadre du programme de développement des exportations.

80. Le représentant de l'Arménie a confirmé que le gouvernement arménien n'accordait pas de subvention qui corresponde à la définition des subventions prohibées au sens de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et qu'il ne demandait pas à bénéficier de dispositions transitoires en vue de supprimer progressivement de telles mesures dans un délai spécifié. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Politiques intérieures affectant le commerce des marchandises
 - Politique industrielle, y compris les subventions

81. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la politique industrielle de son pays visait à assurer une utilisation plus efficace des ressources nationales dans un cadre favorisant les mécanismes du marché. Un des principaux objectifs de cette politique était la privatisation. Environ 30 pour cent de toutes les entreprises en Arménie appartenaient à l'Etat, les 70 autres ne relevaient pas du secteur public. Le gouvernement estimait qu'environ 95 pour cent de la production industrielle provenaient du secteur public. Répondant à plusieurs questions, le représentant de l'Arménie a indiqué qu'en attendant l'achèvement du programme de privatisation, le gouvernement obligeait les entreprises d'Etat à fonctionner selon les principes du marché. Les entreprises devaient acquérir leurs facteurs de production sur le marché libre. La plupart d'entre elles n'avaient pas encore recours à des systèmes comptables propres aux économies de marché, mais elles étaient en train de les mettre en place. En réponse à des demandes de renseignements concernant le versement de subventions directes, le représentant de l'Arménie a déclaré que depuis le début de 1995, presque aucune subvention directe n'avait été accordée à l'industrie, alors que les années précédentes, des subventions directes avaient été octroyées à une assez grande échelle aux entreprises par le biais de crédits assortis de conditions libérales. Il a ajouté qu'en général le gouvernement n'accordait plus de subventions à la production dans le secteur industriel ni n'octroyait de subventions indirectes pour les approvisionnements en eau et en électricité dans le secteur agricole.

82. Le représentant de l'Arménie a dit qu'en 1995 les seuls bénéficiaires de subventions directes avaient été les entreprises se consacrant à la production d'équipements stratégiques (militaires), qui devaient être subventionnées pour continuer les constructions et équiper les installations. Les entreprises subventionnées n'exportaient pas leurs produits. Les subventions indirectes encore existantes qui pouvaient résulter d'accords de compensation étaient en voie de disparition en raison de la contraction (et, à terme, de la suppression) des contrats de compensation intergouvernementaux. Par ailleurs, les achats effectués par le biais de commandes de l'Etat, qui pouvaient également

entraîner des subventions indirectes, étaient actuellement remplacés par des procédures d'appel d'offres.

83. Le représentant de l'Arménie a ajouté que la poursuite de la réforme étant susceptible de subventionner indirectement des branches de production, le gouvernement maintenait aussi un environnement économique fortement déréglementé qui, combiné à une politique d'investissement ouverte, faisait qu'il n'existait effectivement aucun obstacle à la conquête des marchés. Les entreprises pouvaient librement s'implanter dans des secteurs ou les quitter en se fondant sur leurs propres décisions, prises en fonction de considérations commerciales. L'établissement d'une législation antimonopole et de lois sur les faillites constituait d'autres mesures destinées à sauvegarder et à renforcer cet environnement économique. La Loi sur la faillite des banques et la Loi sur la faillite et le redressement financier des personnes morales, des entreprises n'ayant pas le statut de personne morale, et des entrepreneurs étaient entrées en vigueur le 1er octobre 1996 et le 1er mars 1997, respectivement. Les règlements pertinents étaient en préparation.

84. Le représentant de l'Arménie a déclaré que le gouvernement arménien ferait en sorte que son régime de subventions soit pleinement conforme à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires à compter de la date de l'accession de l'Arménie à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Obstacles techniques au commerce/mesures sanitaires et phytosanitaires

85. Le représentant de l'Arménie a noté que, après la déclaration d'indépendance, l'Arménie avait pris des mesures pour établir et développer ses systèmes nationaux de normalisation, de métrologie et de certification. Les lois régissant ces systèmes étaient la Loi sur la normalisation et la certification et la Loi sur l'uniformité des mesures adoptées par l'Assemblée nationale le 30 avril 1997. Ces deux lois reprenaient les principes fondamentaux de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce. La Loi sur la normalisation et la certification établissait le fondement juridique de la normalisation et de la certification des produits, services, procédés et systèmes d'assurance de la qualité. Elle avait force obligatoire pour les organismes d'Etat ainsi que pour les entreprises, les institutions et les entrepreneurs individuels, et définissait les modalités de protection des intérêts des consommateurs et de l'Etat au moyen de l'élaboration et de l'application de documents normatifs sur la normalisation. Elle définissait aussi les droits, obligations et responsabilités des participants au processus de certification. La Loi sur l'uniformité des mesures établissait la base juridique permettant de garantir l'uniformité des mesures et réglementait les relations des organismes d'Etat avec les entreprises, les institutions et les entrepreneurs individuels en ce qui concernait la production, la fourniture, l'utilisation et la réparation des instruments de mesure. Elle visait à protéger les droits et les intérêts légitimes des consommateurs et de l'Etat contre les conséquences négatives de mesures inexactes. L'Agence de normalisation, de métrologie et de certification (SARM) était chargée de

coordonner les activités de normalisation, de métrologie et de certification en Arménie; ses droits et obligations étaient définis dans la Loi sur la normalisation et la certification et la Loi sur l'uniformité des mesures. Organisme national chargé d'administrer les activités relatives à la normalisation, à la certification et à la métrologie en Arménie, elle était aussi chargée de créer et d'administrer les systèmes nationaux de normalisation et de certification, d'adopter les normes et classifications nationales, d'appliquer les normes internationales, de publier des informations officielles sur la normalisation et la certification, d'accréditer les organismes de certification et les laboratoires d'essai, et d'examiner les différends et les recours concernant les questions de certification. La SARM relevait du Ministère de l'industrie et du commerce. Elle était présidée par l'Inspecteur en chef de l'Etat, dont les droits et obligations étaient définis à l'article 27 de la Loi sur la normalisation et la certification et à l'article 24 de la Loi sur l'uniformité des mesures. Organisme collégial, elle prenait ses décisions à la majorité des voix.

86. Le représentant de l'Arménie a ajouté que le système national de normalisation avait été établi en vue d'assurer:

- l'innocuité des produits, procédés et services pour l'environnement naturel ainsi que pour la vie, la santé et les biens des personnes;
- la compatibilité et l'interchangeabilité des techniques et des informations;
- une qualité des produits, procédés et services conforme au niveau de développement de la science, de la technique et de la technologie;
- l'uniformité des mesures;
- la conservation des ressources de tous types;
- la sécurité des biens économiques en cas de catastrophes liées à la technique et autres situations d'urgence;
- la défense nationale et la mobilisation de la population.

Les principaux éléments de ce système et les procédures d'élaboration, d'adoption et d'application des normes arméniennes étaient énoncés dans les normes fondamentales nationales de la série AST 1. Environ 210 normes arméniennes avaient été élaborées par des comités techniques et adoptées par la SARM depuis 1993. La majorité des normes appliquées en Arménie étaient des normes internationales et régionales. Plus de 18 000 normes inter-Etats des pays de la CEI avaient été reprises comme normes nationales. A l'heure actuelle, 860 normes internationales avaient été adoptées en Arménie et 30 pour cent des normes nationales seraient alignées sur les normes internationales avant l'an 2000. Pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, la SARM appliquait le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, annexé à l'Accord OTC, dont elle serait signataire à compter de la date de l'accession de l'Arménie à l'OMC. La SARM coopérait avec les organismes de normalisation d'autres pays et était membre de

l'Organisation internationale de normalisation depuis le 1er janvier 1997. Actuellement, elle était membre de l'ISO, de la Commission du Codex Alimentarius, du Conseil euro-asiatique de normalisation (EASC), ce qui permettait à l'Arménie de participer, par le biais des comités techniques, à l'élaboration de normes internationales et régionales et d'appliquer celles-ci dans le pays. La SARM était le seul point d'information en activité en Arménie et le seul organisme responsable des notifications, qui serait chargé d'exécuter les obligations prévues à l'article 10 de l'Accord OTC. Outre la publication d'un mensuel (Hayast), qui contenait des renseignements récents sur les questions relatives aux normes et aux certifications, elle utilisait le réseau Internet pour les notifications. Le gouvernement élaborait actuellement une nouvelle résolution pour préciser les droits et responsabilités de la SARM en tant que point d'information.

87. Le représentant de l'Arménie a aussi ajouté que le système national de certification avait été établi conformément à la Loi sur la normalisation et la certification compte tenu des travaux déjà réalisés au niveau international en matière de certification, en particulier les guides ISO/CEI 7, 22, 23, 25, 27, 28, 58, 60 et 65, et les normes européennes de la série EN 45000. La certification visait les objectifs ci-après:

- créer des conditions permettant aux entités économiques de participer au marché intérieur ainsi qu'à la coopération économique, scientifique et technique internationale et au commerce international;
- aider les consommateurs à choisir les produits, procédés et services appropriés et à obtenir des renseignements objectifs à ce sujet;
- contrôler l'innocuité des produits, procédés et services pour l'environnement naturel et pour la vie, la santé et les biens des personnes;
- veiller à ce que la qualité des produits, procédés et services soit conforme aux indications données par le producteur;
- protéger les droits des consommateurs.

La SARM était chargée d'accréditer les organismes de certification et laboratoires d'essai en Arménie. Les dispositions concernant le système national de certification ainsi que les critères et procédures applicables pour l'accréditation et la certification étaient énoncés dans les normes nationales de la série AST 5. Environ une douzaine d'organismes de certification et une centaine de laboratoires d'essai avaient été accrédités. Les organismes de certification accrédités appliquaient le programme national de certification des produits qui prévoyait des certificats et marques de conformité propres, des procédures de certification des produits, un registre des certificats et des procédures d'appel conformes aux normes arméniennes. Les procédures d'évaluation de la conformité appliquées en Arménie étaient alignées sur les critères internationaux et les articles 5 à 9 de l'Accord OTC.

88. En réponse à des questions concernant la certification obligatoire, le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays appliquait pour les produits visés le système de la déclaration du fabricant sous réserve de la surveillance après commercialisation, ainsi que les règles, acceptées au niveau international, de certification avant commercialisation. Les deux mécanismes de certification étaient prévus dans la Loi sur la normalisation et la certification. Les activités relatives à la certification obligatoire étaient coordonnées par la SARM et effectuées par les organismes de certification et laboratoires d'essai accrédités par cette dernière conformément à la Loi sur la normalisation et la certification, et étaient régies par les Résolutions n° 417, 205 et 136, qui découlaient de la loi et contenaient la liste des produits soumis à certification obligatoire dans la République d'Arménie en raison de la nécessité d'assurer l'innocuité des produits, procédés et services pour l'environnement naturel ainsi que pour la vie, la santé et les biens des personnes, et de protéger les droits des consommateurs. Cette liste énumérait tous les produits actuellement soumis à certification avant commercialisation. Elle avait été établie d'après les rapports des organismes d'inspection et les données concernant les matières toxiques provenant du Ministère de l'agriculture, du Centre national de protection sanitaire et épidémiologique, des médias, des consommateurs et du Département de la statistique. Les projets de ces résolutions avaient été présentés pour examen et observations aux ministères compétents, aux principaux négociants et entreprises, et à d'autres organismes ayant manifesté un intérêt sur ce sujet. Pour les produits soumis à certification obligatoire en Arménie, les prescriptions avaient été réduites au minimum. Les normes relatives aux produits énumérés dans la Résolution n° 205 étaient d'application volontaire. Les seules prescriptions impératives concernaient la sécurité, la santé et la protection de l'environnement. Les procédures de certification obligatoire appliquées étaient les mêmes pour les produits importés et les produits nationaux. Selon la méthode de certification choisie, les certificats étaient délivrés pour des types ou lots de produits sur la base des essais portant sur les échantillons, de l'analyse du système de production, des certificats de qualité ou de la déclaration du fournisseur. Seules les méthodes de certification acceptées au niveau international étaient énoncées dans la norme AST 5.3. Contrairement à ce qui se passait dans la plupart des pays de la CEI, les activités de certification en Arménie étaient régies, en vertu de la Loi sur la normalisation et la certification, par un seul organisme agréé, la SARM, ce qui permettait d'éviter l'application concurrente de prescriptions établies par différents organismes de réglementation. La SARM avait signé des accords de coopération pour la reconnaissance mutuelle des résultats de l'évaluation de la conformité avec les organismes compétents de plusieurs pays comme la Fédération de Russie, l'Ukraine, le Bélarus, la Géorgie, le Turkménistan, le Kazakhstan, la Moldova, la République kirghize, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et l'Iran. Elle négociait actuellement avec les organismes compétents d'autres pays, notamment la Bulgarie, la Chine, la Roumanie et les Etats-Unis, en vue de signer des accords de coopération analogues.

89. Le représentant de l'Arménie a ajouté que la SARM coopérait avec le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture pour les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires. En vue de protéger la santé et la sécurité des personnes et l'environnement, le gouvernement avait établi la liste des marchandises soumises à certification obligatoire, dont certaines relevaient de l'Accord SPS (Résolution n° 417 du 6 septembre 1994, modifiée par les Résolutions n° 205 du 5 juillet 1996 et n° 136 du 17 mai 1997), ce qui montrait que l'Arménie procédait actuellement à l'élaboration de mesures sanitaires et phytosanitaires. En 1996, l'Assemblée nationale avait adopté la Loi sur l'inspection agraire par l'Etat, qui définissait les principes juridiques, économiques et organisationnels en la matière. En particulier, les articles 6 et 7 de la Loi décrivaient les activités de l'Inspection d'Etat pour l'agriculture concernant la culture des terres, l'utilisation d'engrais, la protection phytosanitaire, le transport des substances toxiques et des engrais minéraux, les conditions de conservation et de destruction ainsi que les services vétérinaires pour l'élevage du bétail. Les services vétérinaires visaient à protéger la population contre les maladies communes à l'homme et à l'animal, à prévenir et à éradiquer les maladies animales contagieuses et non contagieuses, et à assurer le transport, la conservation, l'utilisation et la destruction des médicaments et désinfectants vétérinaires. En vue de la mise en oeuvre de la Loi sur l'inspection agraire par l'Etat, des projets de loi sur la phytoprotection et la médecine vétérinaire avaient été élaborés. La Loi sur la phytoprotection définissait les principes juridiques, économiques et organisationnels pour le fonctionnement du Service de phytoprotection, et réglementait les relations entre les exploitations agricoles, les entreprises, les organismes et les particuliers sur le territoire du pays. La Loi sur la médecine vétérinaire définissait les principes juridiques, économiques et organisationnels pour le fonctionnement du Service de médecine vétérinaire, et réglementait la prévention des maladies animales, la protection de la population contre les maladies communes à l'homme et à l'animal, ainsi que la fourniture à la population de produits de qualité conformes aux règles vétérinaires et sanitaires. Elle réglementait aussi les relations entre l'organisme d'Etat responsable de la médecine vétérinaire et les entreprises, les organisations, les entrepreneurs et les particuliers sur le territoire de la République d'Arménie.

90. Le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays rendrait toutes les lois pertinentes concernant les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires conformes aux prescriptions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires d'ici à la date de son accession à l'OMC sans recourir à une période transitoire. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Mesures concernant les investissements et liées au commerce

91. Le représentant de l'Arménie a dit que son pays n'appliquait pas de mesures non conformes à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et qu'il ne demanderait

donc pas à bénéficier d'une période de transition pour supprimer progressivement de telles mesures au cours d'un délai déterminé. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Entreprises commerciales d'Etat

92. En réponse à plusieurs questions, le représentant de l'Arménie a déclaré que le monopole d'Etat du commerce extérieur appliqué par l'ex-Union soviétique avait été aboli en 1989 et remplacé par un régime d'enregistrement aux fins de cette activité. En vertu du Décret du Président de la République du 4 janvier 1992 sur les activités économiques avec l'étranger, toute entreprise enregistrée en Arménie et qui exerçait ses activités sur le territoire de la République avait le droit, quel que soit son régime de propriété, d'exercer une activité économique extérieure et n'était soumise à aucune obligation supplémentaire d'enregistrement.

93. Des membres du Groupe de travail ont noté que certaines sociétés de télécommunication pratiquaient le commerce d'Etat au sens de l'article XVII du GATT de 1994. En réponse à des demandes de renseignements sur les entreprises pratiquant le commerce d'Etat en République d'Arménie, le représentant de l'Arménie a indiqué qu'il y avait dans le secteur des télécommunications deux entreprises commerciales d'Etat au sens du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994. La fourniture de services internationaux de télécommunication de base et de services de téléphonie cellulaire et par courant porteur à Erevan avait été réservée à Armentel, coentreprise créée par le gouvernement arménien et un fournisseur privé étranger; en contrepartie, Armentel s'était engagée à développer l'infrastructure des télécommunications en Arménie. Les services internationaux à valeur ajoutée avaient été réservés à Infocom, société anonyme à capital fixe avec participation de l'Etat, également en contrepartie du développement de l'infrastructure.

94. Le représentant de l'Arménie a déclaré cependant que la Résolution n° 161 de mars 1991, modifiée par la Résolution n° 415 de juin 1995, réservait exclusivement certaines activités à l'Etat et exigeait une autorisation pour certaines autres activités. La Liste 1, annexée à la Résolution n° 161, énumérait huit types d'activités réservées exclusivement à l'Etat: i) la vente et l'achat d'armes, d'armements, de stupéfiants, d'explosifs, de matières radioactives et d'autres substances dangereuses; ii) la production et la réparation d'armes, d'armements et d'explosifs; iii) la préparation de drogues, de stupéfiants, de substances toxiques et très actives; vii) l'émission de monnaie et la confection des médailles de l'Etat; et l'entreposage, la conservation et l'utilisation de l'or et autres métaux précieux et de produits d'importance militaire. Dans toutes ces activités réservées, l'Etat exerçait des compétences exclusives, notamment la défense nationale et la protection de l'ordre public et de la santé et sécurité de la population. La Liste 2 de la Résolution n° 415 précisait quelles étaient les activités exigeant une autorisation préalable et l'organisme chargé de la délivrer. Comme dans le cas de la Liste 1, il s'agissait rarement d'activités manufacturières et elles obéissaient toutes aux mêmes

considérations que les activités de la Liste 1. Le régime de licences pour les activités économiques énumérées à la Liste 2 n'était pas restrictif en ce sens que les décisions en matière de licences n'étaient pas motivées par des considérations de protection commerciale. En réponse à des questions posées par plusieurs membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arménie a indiqué que l'étendue des pouvoirs réservés susmentionnés était à l'étude. Il n'existait pas de monopole d'Etat pour la production de produits pharmaceutiques. Il n'en demeurait pas moins que, tant pour l'Etat que pour les entreprises privées, la production de produits pharmaceutiques était subordonnée à la délivrance de licences par le Ministère de la santé.

95. Répondant à la question de savoir si l'Arménie avait l'intention de notifier, au titre de l'article XVII, le monopole de l'Etat sur la distribution de gaz naturel, le représentant de l'Arménie a indiqué qu'aucun droit ou privilège exclusif ou spécial n'avait été accordé à Armgas sur le marché de la distribution de gaz naturel. Armgas était une entreprise d'Etat et le gouvernement avait décidé qu'elle serait la seule entreprise d'Etat à assurer la distribution de gaz. Toutefois, cela n'empêchait pas une autre entité à participation privée majoritaire d'acheter du gaz ou d'intervenir dans la distribution du gaz. Compte tenu de cette situation, le gouvernement arménien ne voyait pas la nécessité de notifier Armgas au titre de l'article XVII.

96. Le représentant de l'Arménie a dit qu'aucune entreprise d'Etat et aucune entreprise privée exerçant ses activités en Arménie, sauf celles qui étaient mentionnées au paragraphe 93, ne bénéficiaient de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux accordés par le gouvernement arménien dans le domaine du commerce international des marchandises ou des services. Il a noté toutefois qu'un prêt à faible taux d'intérêt avait été accordé en février 1996 à l'entreprise d'Etat Hayhatsahatik (ArmCereal) en vue d'acquérir et de stocker du blé par prélèvement sur le compte mixte Arménie/Union européenne des fonds de contrepartie pour l'aide en matière de blé.

97. Le représentant de l'Arménie a confirmé que son gouvernement appliquerait les lois et réglementations nationales régissant les activités commerciales des entreprises d'Etat et d'autres entreprises bénéficiant de privilèges spéciaux ou exclusifs, ainsi que d'autres mesures, d'une façon pleinement conforme aux dispositions des Accords de l'OMC, en particulier à l'article XVII du GATT de 1994 et au Mémorandum d'accord concernant cet article, ainsi qu'à l'article VIII de l'AGCS. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Zones franches, zones d'activité économique spéciale

98. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'il n'existait pas dans son pays de zones franches dans lesquelles des privilèges spéciaux quelconques étaient accordés en matière de droits de douane. Toutefois, une zone de commerce frontalier avait été créée dans la région de Meghri, à la frontière avec l'Iran, en vue de promouvoir les échanges entre les deux pays. Au titre de cet arrangement, les

entreprises arméniennes étaient encouragées à établir une présence dans la zone frontalière et il en était de même pour les entreprises iraniennes, de leur côté de la frontière. Quarante ressortissants de chaque pays étaient autorisés à pénétrer dans la zone du pays voisin pour mener des activités de prospection commerciale, mais aucun régime douanier spécial ni traitement tarifaire privilégié n'était associé aux échanges éventuellement convenus sur la base de ces contacts.

- Marchés publics

99. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que les marchés publics étaient régis par la Résolution n° 67 du 8 février 1995 du gouvernement sur les marchés publics, aux termes de laquelle les entités publiques avaient la possibilité de s'approvisionner directement sur le marché en leur nom propre ou par l'intermédiaire d'un agent autorisé. Selon le nouveau régime institué par cette résolution, aucune entité acheteuse, qu'elle soit privée ou appartienne à l'Etat, ne bénéficiait de droits ni de privilèges spéciaux. Toutes les parties intéressées pouvaient participer aux marchés selon les règles communes. Ces achats, qui devaient être confirmés par des commandes de l'Etat, étaient financés directement sur le budget et ne concernaient que les produits et les services dont les entités publiques avaient besoin pour leur propre consommation (autrement dit, sans revente ni utilisation en tant qu'intrants dans une production). Dans le passé, ces arrangements avaient parfois entraîné des subventions implicites pour les fournisseurs concernés, les prix pratiqués dans les marchés publics ne correspondant pas forcément aux prix du marché. Cependant, les achats subventionnés se faisaient moins fréquents, à mesure que le marché se développait et que la concurrence s'intensifiait, aussi bien entre les entreprises arméniennes qu'avec les importations.

100. Le représentant de l'Arménie a dit que depuis 1995, les marchés publics d'une valeur supérieure à 50 000 dollars EU étaient soumis à des appels d'offres pour les produits et services suivants: énergie électrique, divers services de santé, de formation et d'enseignement, exploration géologique, télédiffusion, approvisionnement en eau et services d'assainissement. Répondant à plusieurs questions, il a déclaré que les avis d'appels d'offres étaient publiés dans les périodiques officiels du gouvernement arménien. Les principaux critères de sélection des offres étaient le prix, la qualité des produits ou services proposés, les caractéristiques opérationnelles et techniques, les impératifs de la sécurité nationale, les conditions et modalités de paiement et de livraison. Les entreprises étrangères étaient traitées de la même manière que les entreprises arméniennes. Les appels d'offres étaient administrés par les ministères et départements concernés ou par leurs représentants. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que la Loi sur les marchés publics était en cours d'élaboration au Ministère des finances et de l'économie (créé récemment lors de la restructuration du gouvernement). La Loi prévoyait la création d'un organisme gouvernemental chargé de réglementer ce domaine et de superviser tous les marchés passés par l'Etat. Des critères rigoureux seraient établis pour les procédures de qualification, d'appel d'offres, de soumission,

d'évaluation, d'exécution et d'appel. Les dispositions de la Loi sur les marchés publics seraient conformes à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics; en particulier, les principes du traitement national et de la non-discrimination seraient garantis conformément à l'article III de l'Accord sur les marchés publics. La Loi devrait être adoptée avant la date d'accession de l'Arménie à l'OMC.

101. En réponse à des questions posées par des membres du Groupe de travail, le représentant de l'Arménie a indiqué que le gouvernement arménien avait décidé d'engager des négociations en vue d'accéder à l'Accord sur les marchés publics à partir de la date d'accession de son pays. A cet égard, l'Arménie demanderait le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics avant son accession à l'OMC et elle présenterait une offre concernant les entités dans les trois mois suivant son accession à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Transit

102. Le représentant de l'Arménie a déclaré que l'Arménie n'appliquait ni restriction ni taxe au transit des marchandises sur son territoire, sauf pour les produits dont l'importation était interdite, à savoir: armes, composants destinés à la fabrication d'armes, explosifs, matières nucléaires, poisons, stupéfiants, substances psychotropes puissantes, objets servant à fumer de l'opium et matériel pornographique. Ces produits ne pourraient transiter par l'Arménie qu'avec le consentement explicite du gouvernement arménien. Les marchandises en transit restaient sous surveillance douanière tant qu'elles se trouvaient sur le territoire arménien. L'Arménie était partie à un accord plurilatéral sur le commerce de transit, dans le cadre du Traité de la CEI sur l'Union économique. Il était stipulé dans cet accord que les parties ne devaient ni imposer ni restreindre le commerce de transit sur leur territoire. L'Arménie avait aussi signé avec la Géorgie un accord bilatéral portant sur cette question. Des accords analogues avec l'Iran et l'Ukraine étaient à l'étude.

- Politique agricole

103. Le représentant de l'Arménie a dit que comme l'industrie, l'agriculture ne faisait l'objet d'aucune planification centrale, de quelque nature que ce soit. Il avait été mis fin à l'ancienne pratique qui consistait à accorder des crédits à des conditions libérales. Les subventions indirectes qui consistaient par exemple, à facturer aux exploitants agricoles uniquement les coûts variables pour les approvisionnements en eau et en électricité, et à accorder des exonérations fiscales aux producteurs de produits agricoles de base étaient les principaux modes de soutien de l'Etat à l'agriculture. Le soutien aux producteurs agricoles visait à les aider à surmonter des difficultés structurelles et opérationnelles pendant la période de transition vers l'économie de marché. Contrairement à l'industrie où le processus était lent, près de 90 pour cent des terres agricoles avaient été privatisées et les titres de propriété étaient maintenant librement transférables. Des tableaux concernant le soutien à l'agriculture étaient en cours d'élaboration, la période 1994-1996 étant la période de référence pour le

calcul de la mesure globale du soutien; sur la base de ces tableaux, l'Arménie énoncerait ses engagements en matière de soutien à l'agriculture.

104. Le représentant de l'Arménie a ajouté que s'agissant des intrants, deux grandes entreprises d'Etat, Hayagrospasarkum (Armagroservice) et Hayberriutyun (ArmProsperity), occupaient une position prédominante en tant que fournisseurs de services et d'intrants agricoles tels que les semences et les engrais. En 1996, 66 pour cent du capital de chacune de ces entreprises avaient été privatisés, l'Etat conservant la propriété des 34 pour cent restants sous la forme autorisée par le Ministère de l'agriculture (holding). La concurrence était toujours relativement limitée sur le marché des moyens de production comme sur celui des produits mais il n'y avait pas d'obstacle à l'accès d'autres fournisseurs. Les nouvelles entreprises privées avaient été plus nombreuses à s'y implanter et à accroître leurs parts du marché, notamment en ce qui concernait les engrais. Cette tendance devait se poursuivre avec le renforcement des conditions de concurrence sur le marché. Le représentant de l'Arménie a ajouté en outre que son gouvernement n'accordait pas de droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux à ces entreprises dans leur domaine d'activité.

105. Le représentant de l'Arménie a dit que le gouvernement arménien n'envisageait pas d'inclure des subventions directes dans le programme de développement du secteur agricole. Toutefois, les agriculteurs avaient indirectement tiré avantage de la politique consistant à ne faire payer que le coût variable des approvisionnements en eau et électricité, et à accorder des exonérations fiscales aux producteurs de produits agricoles de base. Le principe de la facturation des coûts variables s'appliquait à tous les consommateurs d'eau et d'électricité. Toutefois, le principe de la tarification intégrale (recouvrement des coûts) avait été adopté en 1995 pour l'électricité et dans le courant de 1996 pour l'eau. Depuis lors, aucune subvention directe ou indirecte n'avait été accordée au secteur agricole. Les autorités n'avaient pas estimé la valeur des subventions indirectes concernant l'eau et l'électricité consenties aux agriculteurs. En outre, le gouvernement appuyait différentes activités visant à réparer le réseau d'irrigation, à restructurer l'infrastructure financière et de communication, à former les agriculteurs aux nouvelles techniques agricoles, à améliorer la qualité des semences et du bétail, à lutter contre les parasites et les maladies et à fournir des conseils techniques et des services de vulgarisation. Ces mesures étaient conformes aux mesures de soutien interne de la catégorie verte indiquées dans les tableaux car les services fournis étaient offerts à tous les agriculteurs et entraînaient des dépenses budgétaires.

106. Le représentant de l'Arménie a indiqué que le gouvernement arménien n'accordait pas de subventions à l'exportation des produits agricoles. En conséquence, il consoliderait ces subventions au niveau zéro dans la partie pertinente de la Liste de concessions concernant les marchandises. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

V. Droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

107. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la première mesure visant à protéger la propriété intellectuelle avait été la création, en 1992, de l'Office arménien des brevets. Depuis décembre 1992, il était possible de déposer des demandes de brevet concernant des inventions et, depuis août 1993, d'enregistrer des modèles d'utilité ainsi que des dessins et modèles industriels. De 1993 à 1996, l'Office des brevets avait reçu 695 demandes de brevet d'invention émanant d'Arméniens et 364 demandes émanant d'étrangers. Si un demandeur n'était pas un ressortissant arménien et n'était pas domicilié en Arménie, il devait effectuer ses démarches par l'intermédiaire d'un avocat spécialisé en matière de brevets enregistré auprès de l'Office arménien des brevets.

- Protection de la propriété industrielle

108. Des renseignements ayant été demandés au sujet de la politique appliquée en matière de propriété intellectuelle, le représentant de l'Arménie a déclaré que son gouvernement mettait actuellement en oeuvre un important programme de réforme législative. En 1993-1994, l'Office arménien des brevets avait reçu 3 000 demandes concernant des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine. L'enregistrement de ces demandes n'avait cependant débuté qu'après la publication de la Résolution n° 4 du 19 août 1995 sur la confirmation de la réglementation provisoire concernant les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services, et de l'ordonnance de l'Office des brevets du 24 octobre 1995 sur le réenregistrement des certificats valables dans l'ex-Union soviétique pour les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services. En mai 1997, l'Assemblée nationale avait adopté la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine, ainsi que la Loi sur la protection des appellations commerciales. Les dispositions de ces lois étaient pleinement conformes aux normes internationales dans ce domaine. La première loi se caractérisait notamment par le fait qu'elle établissait l'égalité juridique entre les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services.

- Organismes responsables de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique

109. Le représentant de l'Arménie a dit que depuis septembre 1997, la formulation de la politique dans le domaine de la propriété intellectuelle y compris la propriété industrielle et le droit d'auteur relevait de la compétence du Ministère de l'industrie et du commerce. La mise en oeuvre de la politique relative à la propriété industrielle (brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, marques de fabrique ou de commerce, appellations commerciales et appellations d'origine) relevait de l'Office arménien des brevets. Celui-ci était chargé de l'approbation des demandes de droits de propriété industrielle, tenait le registre d'Etat des droits de propriété industrielle, publiait un bulletin

officiel de ses décisions et collaborait avec les institutions étrangères et les organisations internationales. Il était également responsable du régime des marques.

- Participation à des accords internationaux concernant la propriété intellectuelle

110. Le représentant de l'Arménie a déclaré que le 22 avril 1993, l'Arménie avait déposé une déclaration par laquelle elle continuait d'appliquer la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le 17 mai 1994, elle avait aussi déposé une déclaration de ce type pour la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques et le Traité de coopération en matière de brevets.

- Application du traitement national et du traitement NPF aux ressortissants étrangers

111. Des membres du Groupe de travail ont noté que selon le représentant de l'Arménie, les étrangers bénéficiaient du traitement national dans les procédures civiles et pénales devant les tribunaux, mais que ses réponses aux questions sur les procédures de révision administrative et les attributions du pouvoir judiciaire donnaient à penser que les tribunaux économiques n'étaient pas compétents pour juger les affaires concernant les étrangers qui n'appartenaient pas à la CEI. Le représentant de l'Arménie a déclaré que tous les citoyens jouissaient des mêmes droits en vertu de la loi: ainsi, aux termes de la Loi sur les brevets, tous les étrangers jouissaient des mêmes droits que les Arméniens pour toutes les questions touchant les brevets, y compris en ce qui concernait la protection des brevets et les voies de recours en cas d'atteinte à un droit. La Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine, et la Loi sur la protection des appellations commerciales, déjà mentionnées, prévoyaient de même l'application intégrale du traitement national et du traitement NPF aux étrangers. Il en était aussi de même en ce qui concernait la Loi sur le droit d'auteur et toute loi et tout règlement futurs en matière de protection de la propriété intellectuelle.

- Redevances et taxes

112. Le représentant de l'Arménie a déclaré que des redevances étaient payables lors du dépôt d'une demande et de l'octroi d'un brevet. Il en était de même pour les marques de fabrique ou de commerce, les marques de services et le droit d'auteur. Toutes les redevances étaient fixées de façon à se limiter au coût approximatif des services rendus, et l'octroi et la protection des droits de propriété intellectuelle n'étaient pas imposables, les redevances perçues constituant une ressource budgétaire.

- Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition et le maintien et l'exercice des droits de propriété intellectuelle
 - Protection du droit d'auteur

113. Le représentant de l'Arménie a indiqué que l'Agence nationale pour le droit d'auteur avait été créée en 1993. Plus de 2 000 auteurs et sociétés de théâtre et de concert étaient enregistrés auprès de l'Agence en vertu de la législation de l'ex-Union soviétique. Comme il a été dit plus haut, l'élaboration de la politique relative à la propriété intellectuelle, y compris la propriété industrielle et le droit d'auteur, relevait de la compétence du Ministère de l'industrie et du commerce. La mise en oeuvre de la politique relative au droit d'auteur relevait de l'Agence nationale pour le droit d'auteur, qui enregistrait les droits d'auteur, aidait les particuliers à protéger leurs droits, fournissait des conseils, percevait les redevances et les redistribuait aux auteurs et à leurs ayants droit.

114. Le représentant de l'Arménie a ajouté qu'un projet de loi sur le droit d'auteur avait été rédigé au début des années 90 et soumis à l'Assemblée nationale pour examen. Après étude du texte proposé, toutefois, on avait estimé que ses dispositions ne convenaient pas à un système moderne de protection du droit d'auteur. La nouvelle version de la Loi sur le droit d'auteur avait donc été présentée pour examen et avait été adoptée en mai 1996. La Loi sur le droit d'auteur avait été élaborée conformément aux dispositions de la Convention de Berne sur ce sujet. Elle prévoyait la protection des droits de propriété sur les programmes d'ordinateur et les compilations de données, ainsi que la protection des droits voisins, c'est-à-dire des droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes ainsi que des organismes de radio et de télédiffusion.

- Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de services

115. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail qu'en mai 1997, l'Assemblée nationale avait adopté la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine, ainsi que la Loi sur la protection des appellations commerciales. Comme il a été dit plus haut, la première de ces deux lois se caractérisait par le fait qu'elle établissait l'égalité juridique entre les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services. La Loi définissait pour les marques de fabrique ou de commerce les modalités de la protection, les types de marques qui ne pouvaient pas être enregistrées, les formalités d'enregistrement, les droits d'opposition aux décisions relatives aux marques, les circonstances dans lesquelles les marques pouvaient être utilisées et les documents requis pour l'enregistrement d'une marque. La protection des marques de fabrique ou de commerce était valable pour dix ans et renouvelable par périodes successives de dix ans. Les dispositions de la Loi étaient entièrement conformes aux articles 15, 16:1 et 17 à 21 de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concernait les dispositions des articles 16:2 et 16:3 de l'Accord sur les ADPIC relatives aux marques de fabrique ou de commerce et marques de services établies, elles étaient aussi prises en compte dans la Loi sur la

protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine (à la différence de l'ancienne Résolution n° 4 du 19 août 1995), et seraient reprises de manière détaillée dans les règlements qui seraient élaborés ultérieurement.

116. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine, et la Loi sur la protection des appellations commerciales, mentionnées plus haut, étaient entrées en vigueur en septembre 1997.

- Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

117. Des membres du Groupe de travail ont demandé comment l'Arménie protégerait les indications géographiques dans le cadre de la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine et si la législation serait conforme aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC. Le représentant de l'Arménie a déclaré que les indications géographiques n'étaient pas expressément mentionnées dans la Résolution n° 4 du 19 août 1995, de sorte que ce type de propriété ne serait protégé que lorsque la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine entrerait en application. Les dispositions de cette loi étaient conformes aux articles 22 à 24 de l'Accord sur les ADPIC. Les dispositions pertinentes de ladite loi avaient été élaborées en conformité avec les dispositions de la Convention de Paris (articles 1 2), 10, 10^{ter}, 10^{bis}, 6^{quinquies} B.3), de l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits (article 1 1), 1 2)), et de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international (articles 2 1), 2 2), 3, 6).

- Dessins et modèles industriels

118. Le représentant de l'Arménie a déclaré que les dessins et modèles industriels étaient protégés en vertu de l'article 7 de la Loi sur les brevets. Cet article était conforme aux articles 25 et 26 de l'Accord sur les ADPIC. En réponse à des demandes de renseignements concernant la protection particulière des dessins et modèles de textiles, prévue à l'article 25:2 de l'Accord sur les ADPIC, le représentant de l'Arménie a dit que ces derniers, bien que n'étant pas expressément mentionnés à l'article 7 de la Loi sur les brevets, étaient bien visés par cette disposition. Ils étaient également mentionnés à l'article 2 (Types de dessins et modèles industriels) et à l'article 5 d) (Eléments des demandes) du Règlement sur l'établissement et le dépôt des demandes concernant les dessins et modèles industriels, adopté par l'Office arménien des brevets le 10 février 1994.

- Brevets

119. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la Loi sur les brevets, adoptée en août 1993, prévoyait l'octroi de brevets pour des inventions, des modèles d'utilité ainsi que des dessins et modèles

industriels. Les brevets étaient protégés pendant 20 ans pour les inventions, dix ans pour les modèles d'utilité et 15 ans pour les dessins et modèles industriels, à compter de la date de dépôt de la demande. Les brevets étaient accordés sous réserve que l'objet du brevet soit nouveau, qu'il comporte une innovation, qu'il soit susceptible d'application industrielle et qu'il ne soit pas contraire à l'ordre et à la sécurité publics, aux bonnes mœurs et à la loi. Lorsque le titulaire d'un brevet n'exploitait pas l'objet breveté dans un délai de quatre ans à partir de la date d'octroi du brevet, toute partie désireuse d'utiliser l'invention, le modèle d'utilité et le dessin ou modèle industriel en question était en droit de demander la délivrance d'une licence obligatoire. S'agissant des brevets d'invention, la loi prévoyait une période de trois ans pour la procédure dite de "l'ajournement de l'examen". En règle générale, l'examen complet d'une demande de brevet n'était effectué que sur demande et sur paiement d'un droit par le déposant de la demande ou toute autre partie intéressée. Des membres du Groupe de travail ont demandé si la Loi sur les brevets était pleinement conforme aux articles 27 à 34 de l'Accord sur les ADPIC et ont demandé des renseignements complémentaires sur la conformité du système de concession de licences obligatoires appliqué en Arménie.

120. Le représentant de l'Arménie a déclaré que la Loi sur les brevets était en conformité avec les articles 27 à 34 de l'Accord sur les ADPIC et que des modifications concernant les licences obligatoires y seraient apportées d'ici à la date d'accession. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

121. Le représentant de l'Arménie a indiqué que le détenteur d'un titre de garantie (brevet ou certificat) pour une invention ou un dessin ou modèle industriel délivré par l'Office des brevets de l'Union soviétique et encore en vigueur pouvait déposer, auprès de l'Office arménien des brevets, une demande de brevet arménien, à tout moment pendant la durée de validité des droits exclusifs. Par ailleurs, un déposant ayant présenté avant le 8 décembre 1992 une demande de titre de garantie sur une invention ou un dessin ou modèle industriel pour en obtenir la protection également en Arménie, à laquelle l'Office des brevets de la Fédération de Russie n'avait pas encore donné suite, avait le droit, jusqu'au 30 décembre 1995, de demander à l'Office arménien des brevets d'achever l'examen de cette demande dans le cadre de la législation arménienne. Six mille inventions avaient été enregistrées par des résidents en Arménie auprès de l'Office des brevets de l'Union soviétique pendant la décennie qui avait précédé 1990. La Loi sur les brevets précisait la nature des inventions pouvant être brevetées, les conditions de brevetabilité, les droits des détenteurs de brevets, les conditions d'octroi de licences obligatoires, les formalités d'octroi des brevets et les mécanismes de règlement des différends.

- Protection des variétés végétales

122. Le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays ne disposait actuellement d'aucune loi sur la protection des variétés végétales. En réponse, des membres du Groupe de travail ont demandé comment l'Arménie se proposait de protéger les variétés végétales à l'avenir. Le représentant de

l'Arménie a dit qu'une loi sur la protection des variétés végétales était en cours d'élaboration. La loi devrait entrer en vigueur d'ici à la date d'accession. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Schémas de configuration de circuits intégrés

123. En réponse à des questions concernant le système de protection des schémas de configuration de circuits intégrés, le représentant de l'Arménie a déclaré que la législation arménienne ne protégeait pas encore ce type de propriété intellectuelle. Une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés devrait entrer en vigueur d'ici à la date d'accession. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets d'affaires et les données sur les essais

124. En réponse à des demandes de renseignements sur la protection des secrets d'affaires et des renseignements non divulgués en Arménie, notamment au titre de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, le représentant de l'Arménie a indiqué que son pays n'avait pas encore élaboré de dispositions concernant la protection des secrets d'affaires et des renseignements non divulgués. Une loi sur la protection des renseignements non divulgués était en cours d'élaboration. Elle devrait entrer en vigueur au moment de l'accession de l'Arménie à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

- Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle

125. En réponse à une question, le représentant de l'Arménie a déclaré qu'une loi sur la concurrence déloyale était en préparation et entrerait en vigueur au moment de l'accession de l'Arménie à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

126. Le représentant de l'Arménie a également indiqué que la Loi sur les brevets prévoyait l'octroi de licences obligatoires. Lorsque la sécurité nationale ou l'ordre public étaient en jeu ou dans les situations d'urgence, le gouvernement pouvait exiger une licence obligatoire, à condition que le détenteur du brevet ne se soit pas servi du brevet dans les quatre années ayant suivi son enregistrement. L'article 16 de la Loi sur les brevets disposait que le gouvernement pouvait, dans l'intérêt de la défense nationale, du maintien de l'ordre public ou dans des circonstances extrêmes, autoriser un tiers à exploiter l'objet d'un brevet sans l'accord du détenteur du droit, tout en l'obligeant à dédommager celui-ci. Tout différend portant sur le montant du dédommagement devait être réglé devant les tribunaux. Une licence obligatoire ne pouvait être délivrée que si le brevet n'avait pas été exploité dans un délai de quatre ans et si la personne souhaitant l'exploiter avait essayé d'obtenir l'accord du détenteur du droit. Cette licence ne pouvait être délivrée si le titulaire du brevet était en

mesure de démontrer qu'il n'avait pas pu l'exploiter pour des raisons indépendantes de sa volonté. De même, la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine prévoyait qu'un tribunal pouvait, à la demande d'une personne, invalider la protection d'une marque si celle-ci n'avait pas été utilisée dans les cinq années suivant la date de son enregistrement ou précédant la date de la demande d'invalidation. Le détenteur d'une marque avait le droit de défendre la non-utilisation de la marque et de s'opposer à la décision de lui retirer le droit de propriété si les raisons pour lesquelles la marque n'avait pas été utilisée étaient indépendantes de sa volonté.

- Moyens de faire respecter les droits

- Procédures judiciaires et mesures correctives civiles

127. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'il était dans tous les cas possible d'engager des procédures devant les tribunaux civils pour régler des questions juridiques concernant la protection de la propriété intellectuelle. Les tribunaux étaient habilités à ordonner le paiement de dommages-intérêts et de frais de justice. Les tribunaux arméniens étaient également compétents pour ordonner les autres mesures correctives prévues dans l'Accord sur les ADPIC. En réponse à des questions concernant les droits dont les étrangers pouvaient se prévaloir pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle, ainsi qu'à la question de savoir si les mesures correctives, procédures et sanctions étaient conformes aux articles 42 à 49 de l'Accord sur les ADPIC, le représentant de l'Arménie a indiqué que les tribunaux civils avaient toute compétence pour ordonner les mesures correctives dont il était question aux articles susmentionnés de l'Accord sur les ADPIC. Les procédures administratives ne permettaient pas d'obtenir des réparations civiles. Les étrangers jouissaient des mêmes droits que les Arméniens dans ce domaine. Le système judiciaire et pénal prévoyait des voies de recours contre les atteintes aux droits. Les étrangers avaient le même accès à ces voies de recours que les Arméniens. Le gouvernement envisageait actuellement de modifier la législation existante et d'adopter des dispositions supplémentaires comportant des mesures correctives énoncées en termes plus spécifiques aux fins d'assurer le respect des droits de propriété intellectuelle. Les dispositions qui faisaient défaut actuellement seraient incluses dans le code civil, le code pénal et le code de procédures, actuellement en cours d'élaboration dans les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Ministère de la justice. Ces codes seraient adoptés d'ici au 1er mai 1999. [Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

128. Des membres du Groupe de travail ont demandé si les autorités judiciaires arméniennes étaient habilitées à prononcer des injonctions ou des mesures provisoires en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, ainsi que le prévoyaient les articles 44 et 50 de l'Accord sur les ADPIC et si les autorités administratives avaient un pouvoir semblable. Le représentant de l'Arménie a répondu que les autorités judiciaires étaient habilitées à prononcer des injonctions ou des mesures provisoires.

L'article 33 de la Loi sur les brevets précisait les domaines dans lesquels il était possible de demander en justice des mesures correctives en matière de protection des brevets. L'article 45 de la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine prévoyait des dispositions semblables dans le cas des marques de fabrique ou de commerce et des marques de services.

- Mesures provisoires

129. Le représentant de l'Arménie a déclaré que les tribunaux civils avaient la compétence requise pour prendre les mesures provisoires envisagées à l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC.

- Procédures et mesures correctives administratives

130. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'il n'existait pas dans son pays de procédures administratives permettant d'obtenir des réparations civiles.

- Mesures spéciales à la frontière

131. Des membres ont demandé si l'Arménie avait un système de protection à la frontière des droits de propriété intellectuelle conformément aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC. Le représentant de l'Arménie a répondu qu'aucune disposition expresse n'avait été élaborée à ce jour dans ce domaine, mais que les autorités judiciaires étaient habilitées à prendre des mesures du genre de celles envisagées aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC. Les procédures, sanctions et amendes qui faisaient défaut seraient prévues dans les nouveaux code civil, code pénal et code de procédures susmentionnées, actuellement en cours d'élaboration dans les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Ministère de la justice. Conformément à ses engagements, l'Arménie mettrait sa législation en conformité avec les prescriptions de l'OMC d'ici au 1er mai 1999. [Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

- Procédures pénales

132. Le représentant de l'Arménie a déclaré qu'en vertu de l'article 140 du Code pénal actuel, la violation du droit d'auteur, la publication (divulgaration) d'une invention avant le dépôt de la demande, l'appropriation de la qualité d'auteur d'une invention, ainsi que le recours à la coercition pour devenir co-auteur ou pour inclure comme co-auteur des personnes n'ayant pas participé à la création d'une invention, étaient passibles d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum ou d'une amende maximale de 300 drams. L'article 157 du même code disposait que le fait de tromper un acheteur ou un client était passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans au maximum ou d'une amende maximale de 400 drams. En outre, comme il a été dit plus haut, les dispositions qui faisaient défaut actuellement seraient incluses dans le nouveau code pénal, actuellement en cours d'élaboration dans

les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Ministère de la justice. Le code serait conforme aux dispositions de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC. La législation pertinente entrerait en vigueur d'ici au 1er mai 1999. [Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

- Lois, décrets, réglementations et autres instruments juridiques concernant les points ci-dessus

133. Des membres du Groupe de travail ont dit que depuis 1992, l'Arménie avait contracté des engagements bilatéraux concernant la protection des droits de propriété intellectuelle. L'Arménie devrait accélérer ses procédures législatives pour mettre pleinement en oeuvre l'Accord sur les ADPIC à partir de la date de son accession à l'OMC. Par ailleurs, des membres du Groupe de travail ont demandé des éclaircissements sur l'état d'avancement du projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de services et les appellations d'origine soumis au Parlement et ont demandé si le texte en question était pleinement conforme aux articles 15 à 21 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Le représentant de l'Arménie a répondu qu'en mai 1997, l'Assemblée nationale avait adopté la Loi sur la protection des marques de fabrique ou de commerce, des marques de services et des appellations d'origine, et la Loi sur la protection des appellations commerciales, qui étaient en pleine conformité avec les articles 15 à 21 de l'Accord sur les ADPIC, y compris en ce qui concernait les droits spécifiés à l'article 16.

- Statistiques concernant les demandes de droits de propriété intellectuelle et l'octroi de ces droits, ainsi que toutes statistiques concernant les moyens de faire respecter ces droits

134. Des renseignements ayant été demandés concernant le nombre de demandes de brevets déposées en Arménie, le représentant de l'Arménie a déclaré que pendant la période 1993-1996, 1 059 demandes de brevets avaient été présentées à l'Office des brevets. Une décision d'accorder un brevet provisoire avait été prise dans 544 cas, la demande avait été refusée ou retirée dans 128 cas et 515 demandes étaient en cours d'examen. Entre 1994 et 1996, 15 demandes de brevets avaient été déposées pour des dessins et modèles industriels, dont huit par des étrangers, et chacune d'entre elles avait abouti à l'octroi d'un brevet. En ce qui concernait les marques de fabrique ou de commerce, les marques de services et les appellations d'origine, après l'adoption de la Loi sur le droit national en septembre 1996, 1 513 demandes avaient été admises après un examen préliminaire et 513 marques de fabrique ou de commerce et marques de services avaient été enregistrées par l'Office arménien des brevets. Dans le cadre de la nouvelle législation, plus de 1 200 auteurs et sociétés de théâtre et de concert étaient enregistrés auprès de l'Agence nationale pour le droit d'auteur.

135. Le représentant de l'Arménie a déclaré que le gouvernement arménien [mettrait toutes les autres lois pertinentes en conformité avec l'Accord sur les ADPIC d'ici au 1er mai 1999.] [Le

représentant de l'Arménie a dit que le gouvernement arménien appliquerait les dispositions de l'Accord sur les ADPIC au plus tard à la date de son accession à l'OMC, sans demander à bénéficier d'une période de transition.] [Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

VI. Politiques affectant le commerce des services

- Généralités

136. Répondant à plusieurs questions, le représentant de l'Arménie a informé les membres du Groupe de travail que les lois et réglementations arméniennes, et le cadre institutionnel n'établissaient généralement pas de distinction entre le commerce des marchandises et celui des services. Le droit de commercer était consacré par la Loi sur les entreprises et les activités des entreprises. Toutes les entreprises devaient être enregistrées et le registre pouvait être consulté par le public. Ces exigences s'appliquaient à toutes les personnes morales, qu'il s'agisse de sociétés ou d'entrepreneurs individuels.

137. Des explications ayant été demandées sur la définition des différents modes de fourniture, le représentant de l'Arménie a noté que pour ce qui était des modes de fourniture prévus dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), la Loi sur les entreprises et les activités des entreprises visait les entreprises vendant des services au-delà des frontières (mode 1), la présence commerciale (mode 3) et les personnes physiques qui étaient des fournisseurs indépendants de services (mode 4). La consommation à l'étranger (mode 3) ne relevait pas de cette loi. L'Arménie n'avait pas élaboré de mesures limitant la consommation de services à l'étranger. Les ressortissants arméniens et les résidents étaient libres de voyager à l'étranger et d'y consommer des services s'ils le désiraient.

138. En ce qui concernait la présence commerciale (mode 3) et le cas des personnes physiques qui étaient des fournisseurs indépendants de services (à l'exclusion de la partie du mode 4 comprenant les employés de fournisseurs de services), la Loi sur les investissements étrangers traitait des investissements tant dans le secteur des marchandises que dans celui des services. Elle définissait le cadre juridique de tous les types d'investissement comprenant des capitaux étrangers, y compris les coentreprises et les entreprises et filiales dont le capital était détenu en totalité, que l'investisseur étranger soit un particulier ou une entreprise. Aucune restriction n'était imposée à la présence temporaire de personnes physiques en Arménie, qu'il s'agisse d'employés de fournisseurs de services étrangers ou de fournisseurs de services indépendants. Dans ce dernier cas, toutefois, le fournisseur de services devait être enregistré en Arménie en qualité d'entreprise ou d'entrepreneur individuel.

139. La liste d'engagements spécifiques de l'Arménie concernant les services était reproduite dans la Partie II de l'annexe du projet de Protocole d'accession.

VII. Accords de commerce

140. Des membres du Groupe de travail ont demandé à l'Arménie de fournir des renseignements détaillés sur les accords de libre-échange et les accords de commerce de troc auxquels l'Arménie était partie. D'autres membres ont demandé des renseignements qui permettraient au Groupe de travail de déterminer si les accords de libre-échange plurilatéraux et bilatéraux étaient conformes à l'article XXIV du GATT de 1994. En réponse, le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que son pays avait mis en place un ensemble d'accords de commerce plurilatéraux et bilatéraux avec différents pays. Dans certains cas, il s'agissait d'accords à court terme destinés à répondre à des besoins particuliers apparus à un moment donné; d'autres accords étaient considérés comme plus durables et représentaient la perception qu'avait le gouvernement arménien de l'évolution future des relations commerciales. En tant que Membre de l'Organisation mondiale du commerce, l'Arménie réexaminerait ses accords de commerce bilatéraux et régionaux, non seulement pour en assurer la conformité juridique mais aussi pour veiller à la cohérence des relations commerciales du pays au sein d'un vaste cadre multilatéral.

- Accords plurilatéraux ou régionaux

141. En réponse à d'autres demandes de renseignements sur les accords de commerce régionaux conclus par l'Arménie, le représentant de l'Arménie a déclaré que le Traité sur l'Union économique était un accord-cadre signé par neuf chefs d'Etat de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) en 1993 (Azerbaïdjan, Arménie, Bélarus, Kazakstan, Kirghizistan, Moldova, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan). Les signataires du traité s'engageaient en faveur de la création, à terme, d'une union douanière et d'un marché commun entre les pays de la CEI. D'autres aspects économiques et financiers du traité concernaient une union de paiements, la coopération en matière d'investissement, la coopération industrielle et un accord sur les procédures douanières. Le traité énonçait des engagements très précis dans nombre de ces domaines (ainsi que sur des questions liées à la culture, à la science et à la défense). Toutefois, étant essentiellement un texte-cadre en évolution, le traité ne "concrétisait" pas ces engagements. Les aspects spécifiques des relations commerciales préférentielles étaient définis dans des accords de libre-échange bilatéraux et dans des accords de compensation.

142. Des renseignements complémentaires ayant été demandés, le représentant de l'Arménie a également expliqué que l'Arménie était également membre de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, qui regroupait dix autres pays (Albanie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldova, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine). Cet accord portait sur un certain nombre de domaines, notamment la coopération économique, le commerce, les investissements, la coopération scientifique et technique, la création d'une Banque de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire et la coopération en matière de transports et de communications. Il ne prévoyait pas de

commerce préférentiel, mais la création éventuelle de zones de libre-échange y était envisagée. De manière plus générale, l'Organisation visait à renforcer les relations entre les pays voisins par le biais de la coopération dans des domaines tels que les transports, les paiements internationaux et le développement industriel.

143. Des membres ont demandé si l'Arménie avait conclu un accord de coopération économique avec les Communautés européennes. Le représentant de l'Arménie a confirmé que l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et l'Arménie avait été signé le 22 avril 1996 et que l'Accord intérimaire sur le commerce et les questions relatives au commerce entre les Communautés européennes et l'Arménie avait été signé le 20 décembre 1996. L'Accord intérimaire entrerait en vigueur à la fin de 1997, après l'échange des instruments de ratification. Il ne prévoyait pas de préférences commerciales.

- Accords de libre-échange bilatéraux et accords de coopération économique et commerciale avec les pays de la CEI

144. En réponse à des questions posées par des membres au sujet des accords bilatéraux conclus avec les pays de la CEI, le représentant de l'Arménie a indiqué que des accords de libre-échange bilatéraux avaient été signés avec la Fédération de Russie, la Géorgie, la Moldova, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine. L'Accord bilatéral de libre-échange conclu initialement avec le Kazakhstan avait été entériné. Une fois les accords de libre-échange établis et devenus opérationnels, les droits de douane étaient fixés au niveau zéro et les restrictions non tarifaires éliminées. Cependant, dans le cadre de l'accord de libre-échange avec la Fédération de Russie, chaque partie pouvait exclure du régime d'admission en franchise de droits tout produit d'exportation soumis à des contingents, des licences et des taxes d'exportation. L'Arménie n'appliquant pas de restrictions à l'exportation (autres que celles qui étaient généralement applicables pour des raisons de sécurité, de sûreté et de santé publiques), aucun produit ne figurait sur sa liste d'exceptions. La Russie appliquait certaines restrictions à l'exportation qui pourraient être visées par les dispositions de l'accord de libre-échange relatives aux exceptions, mais, dans la pratique, ces dispositions n'étaient pas applicables en raison des accords de coopération économique et commerciale que l'Arménie signait chaque année avec la Russie (voir ci-après). Aucune exception au régime de franchise de droits appliqué aux importations n'était envisagée dans l'accord de libre-échange russo-arménien. Pendant la période qui avait suivi la signature d'un accord bilatéral de libre-échange avec l'Arménie (1992-1997), la Fédération de Russie avait libéralisé substantiellement son commerce extérieur (suppression des contingents et des taxes à l'exportation, notamment). La législation russe sur les mesures tarifaires et non tarifaires applicables aux exportations ne prévoyait pas de liste de produits spécifiques, ce qui assurait la conformité de l'accord de libre-échange entre l'Arménie et la Fédération de Russie avec les règles de l'OMC en la matière. Le protocole bilatéral

signé le 28 août 1997 confirmait la suppression d'exceptions importantes au régime de libre-échange entre les deux pays.

145. Le représentant de l'Arménie a ajouté que les accords de libre-échange étaient un prolongement des accords de coopération économique et commerciale que l'Arménie avait signés avec les pays de la CEI au lendemain de l'indépendance et qui, dans de nombreux cas, étaient toujours en vigueur. La plupart de ces premiers accords avaient été négociés annuellement; ils prévoyaient le libre-échange et comprenaient des listes de produits dont les parties convenaient de faire le commerce entre elles. Le but de ces accords était d'essayer d'éviter, dans la confusion qui avait suivi l'effondrement de l'Union soviétique, une rupture totale des liens commerciaux qui existaient antérieurement. Les aspects spécifiques des engagements en matière de produits variaient considérablement, notamment en ce qui concernait la détermination des prix et des quantités à échanger. Après 1992, en particulier, les listes de produits avaient de plus en plus une valeur indicative; il n'y avait pas d'accord préalable sur les prix, et les engagements n'étaient que partiellement exécutés. C'est ainsi qu'en 1993, les engagements en matière de produits avaient été exécutés à 20-50 pour cent, des chiffres encore plus bas étant prévus pour 1994.

- Accords de compensation bilatéraux

146. En réponse à des demandes de renseignements concernant les accords de commerce de troc signés avec d'autres pays, le représentant de l'Arménie a déclaré que le troc était l'objet essentiel des accords de compensation encore en vigueur en Arménie. Ce système avait été institué par nécessité et n'avait pas la préférence du gouvernement. Au lendemain de l'indépendance, le troc avait été considéré comme indispensable pour préserver les seuls liens commerciaux qu'entretenait alors l'Arménie, et il était une caractéristique des accords de coopération économique et commerciale décrits ci-dessus. Le troc offrait, en outre, un minimum de sécurité en matière d'énergie, ce qui restait d'une importance primordiale pour le gouvernement dans cet environnement. Par ailleurs, les problèmes de transport et un système de paiements peu efficace avaient souvent fait du soutien de l'Etat une condition *sine qua non* des échanges avec les pays de l'ex-Union soviétique. Le troc devrait disparaître avec l'assouplissement de ces types de contraintes. Le gouvernement était résolu à supprimer les accords de troc dès que le projet serait réalisable; il reconnaissait que son rôle de négociant ou d'intermédiaire dans les échanges empêchait les entreprises d'établir avec les acheteurs étrangers les réseaux et contacts indépendants indispensables à leur succès à l'exportation. En 1995, les seuls accords de troc en vigueur étaient ceux qui étaient passés avec le Turkménistan pour le gaz et avec la Russie pour le pétrole brut et le mazout. L'accord avec le Turkménistan portait sur l'achat de 2,2 milliards de mètres cubes de gaz, au prix de 80 dollars EU les 1 000 mètres cubes. Le paiement s'effectuait à la fois en espèces (30 dollars EU les 1 000 mètres cubes) et en produits de contrepartie (50 dollars EU les 1 000 mètres cubes), dont des métaux, des produits chimiques, des machines, des

produits de l'industrie légère et des produits des industries alimentaires (brandy, vin, confitures et filtres pour cigarettes, notamment). Les accords de compensation fixaient les quantités et les prix des produits garantis en échange de l'énergie. Cependant, en ce qui concernait l'accord de 1995 avec le Turkménistan, une liste additionnelle de produits susceptibles d'être échangés avait été incluse pour plus de flexibilité. L'accord conclu avec la Russie prévoyait l'achat par l'Arménie de 200 000 tonnes de mazout et de 200 000 tonnes de pétrole brut. Il était assorti de conditions plus rigides que celles de l'accord conclu avec le Turkménistan: la composition, la quantité et les prix des marchandises fixés lors de la négociation du contrat ne pouvaient faire l'objet d'aucune modification. Ce dernier élément s'apparentait à ce qu'une liste de produits représentait dans le cadre d'un accord de commerce et de coopération. La liste finale des produits destinés à l'échange était ainsi établie pendant la durée de validité du contrat.

147. Des renseignements ayant été demandés au sujet du volume des courants d'échanges relevant des accords de troc, le représentant de l'Arménie a déclaré que les accords de compensation de 1993 (conclus avec la Fédération de Russie, la Géorgie et le Turkménistan, et qui portaient sur les métaux, les produits en bois et en papier, les matières premières industrielles et l'énergie) concernaient 74 pour cent des exportations totales et 56 pour cent des importations totales. En 1994, les chiffres correspondants étaient de 46 pour cent pour les exportations et 29 pour cent pour les importations. Les producteurs nationaux étaient libres de décider de fournir ou non des produits pour les accords de compensation. Cependant, en raison de la difficulté qu'avaient de nombreuses entreprises à surmonter les problèmes de transport et de paiement liés à l'exportation, il était généralement assez facile pour le gouvernement de se procurer auprès des industries locales les produits nécessaires à l'exécution de ses contrats de compensation. A mesure que les problèmes de transport et de paiement étaient résolus, le commerce de troc avait progressivement perdu de son importance et, à la fin de 1995, il n'y avait plus dans la pratique de livraisons dans le cadre d'accords de compensation. En réponse à des questions sur la situation actuelle des arrangements de troc, le représentant de l'Arménie a dit que le gouvernement avait annoncé en 1996 son intention de mettre fin à ce type d'échanges et qu'aucun arrangement de troc antérieur n'avait été reconduit. Le gouvernement arménien n'envisageait pas de recourir à des arrangements de troc ou de compensation à l'avenir.

- Accords de commerce et de coopération bilatéraux

148. Le représentant de l'Arménie a déclaré que son pays avait aussi signé des accords de commerce et de coopération avec de nombreux pays non membres de la CEI, parmi lesquels l'Argentine, l'Autriche, la Bulgarie, la Chine, l'Estonie, les Etats-Unis, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, l'Iran, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Syrie et le Viet Nam. L'Arménie étudiait sérieusement la possibilité de signer des accords analogues avec d'autres pays. Ces accords visaient à

renforcer les liens économiques mais ne contenaient aucune disposition prévoyant des échanges préférentiels.

- Autres accords bilatéraux non commerciaux

149. Le représentant de l'Arménie a noté que son pays avait également signé une série d'autres accords en matière d'investissement et de relations douanières. Les accords d'investissement visaient à promouvoir les investissements entre les parties, principalement en garantissant le traitement national, la non-expropriation et un transfert sans restriction des fonds à investir et du produit des investissements. De tels accords avaient été signés avec l'Argentine, la Chine, les Etats-Unis, la Grèce, le Kirghizistan, le Royaume-Uni, l'Ukraine et le Viet Nam. Les accords en matière de relations douanières visaient à assurer la coopération et des relations de travail harmonieuses entre les services des douanes des signataires. Pareils accords avaient été signés avec la Géorgie, l'Iran, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ukraine.

150. Des éclaircissements ayant été demandés concernant la compatibilité avec l'article XXIV du GATT de 1994 des accords de libre-échange signés entre l'Arménie et les Etats de la CEI, le représentant de l'Arménie a déclaré que dans le cadre de l'Accord de libre-échange de 1994 liant les pays de la Communauté d'Etats indépendants, les accords de libre-échange plurilatéraux et bilatéraux de l'Arménie éliminaient les droits et autres règlements restrictifs sur l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties. L'Arménie estimait que ces accords étaient conformes aux dispositions de l'article XXIV du GATT de 1994. Actuellement, l'Arménie ne commerçait pas avec tous les pays de la CEI, mais dans le cas de ceux avec lesquels elle commerçait, elle n'imposait aucun droit ou restriction à ses importations et exportations. Ces accords ne portaient pas sur le commerce des services.

151. Le représentant de l'Arménie a confirmé que son pays respecterait les dispositions de l'OMC y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS dans ses accords commerciaux, et qu'il veillerait à ce que les dispositions de ces Accords de l'OMC relatives aux notifications, consultations et autres obligations concernant les systèmes commerciaux préférentiels, zones de libre-échange et unions douanières dont l'Arménie faisait partie, soient appliquées à compter de la date d'accession. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

- Accords commerciaux plurilatéraux

152. Le représentant de l'Arménie a informé le Groupe de travail que le gouvernement arménien avait décidé d'accéder à l'Accord sur les marchés publics et à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. Le gouvernement arménien accèderait également à l'Accord sur les technologies de l'information. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

VIII. Transparence

Publication des renseignements

153. Des membres du Groupe de travail ont demandé au gouvernement arménien de confirmer qu'à partir de la date de l'accession, toutes les lois, réglementations, décisions, décrets ou autres mesures relatives au commerce des marchandises ou des services seraient publiées au Journal officiel pour que le public puisse les examiner, au moins deux semaines avant leur mise en oeuvre, sauf si un délai plus long était prévu par l'Accord pertinent de l'OMC. Le représentant de l'Arménie a confirmé qu'à partir de la date de l'accession, toutes les lois, réglementations, décisions, décrets ou autres mesures relatives au commerce des marchandises ou des services seraient publiées au Journal officiel pour que le public puisse les examiner, au moins dix jours ouvrables avant leur mise en oeuvre, sauf si un délai plus long était prévu par l'Accord pertinent de l'OMC, que conformément à l'article X du GATT de 1994 les mesures publiées seraient accessibles aux négociants avant leur mise en oeuvre et qu'aucune loi, règle, etc. relative au commerce n'entrerait en vigueur avant d'avoir été publiée. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Notifications

154. Le représentant de l'Arménie a dit qu'au plus tard à la date d'entrée en vigueur du Protocole d'accession, l'Arménie présenterait toutes les notifications (autres que celles qui étaient requises au titre d'une disposition spéciale) prévues par un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Toutes les réglementations promulguées ultérieurement par l'Arménie pour donner effet aux lois portant mise en oeuvre d'un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC seraient aussi conformes aux prescriptions dudit accord. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.

Conclusions

155. Le Groupe de travail a pris note des explications et déclarations de l'Arménie concernant son régime de commerce extérieur, telles qu'elles figurent dans le présent rapport. Il a pris acte des engagements de l'Arménie sur certains points précis, qui sont énoncés aux paragraphes 17, 23, 30, 33, 36, [37], 43, 50, 58, 66, 68, 70, 71, 77, 80, 84, 90, 91, 97, 101, 106, 120, 122, 123, 124, 125, [127], [131], [132], [135], 151, 152, 153 et 154 du rapport. Il a noté que ces engagements avaient été incorporés au paragraphe 2 du Protocole d'accession de l'Arménie à l'OMC.

156. Après avoir examiné le régime de commerce extérieur de l'Arménie et compte tenu des explications, engagements et concessions présentés par le représentant de l'Arménie, le Groupe de travail a conclu que l'Arménie devrait être invitée à accéder à l'Accord instituant l'OMC conformément aux dispositions de l'article XII. Il a établi à cette fin le projet de Décision et le projet de Protocole d'accession reproduits dans l'Appendice du présent rapport, et il prend note de la Liste

d'engagements spécifiques de l'Arménie concernant les services (document ...) et de ses Listes de concessions et d'engagements concernant l'agriculture et les marchandises (document ...) qui sont annexées au Protocole d'accession. Il est proposé que le Conseil général approuve ces textes lorsqu'il adoptera le rapport. Lorsque la décision aura été adoptée, le Protocole d'accession sera ouvert à l'acceptation de l'Arménie qui deviendra Membre 30 jours après l'avoir accepté. Le Groupe de travail est donc convenu qu'il avait achevé ses travaux concernant les négociations en vue de l'accession de l'Arménie à l'Accord instituant l'OMC.

APPENDICE

ACCESSION DE L'ARMENIE

Projet de Décision

Le Conseil général,

Eu égard aux résultats des négociations menées en vue de l'accession de l'Arménie à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, et ayant établi un Protocole d'accession de l'Arménie.

Décide, conformément à l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, que l'Arménie pourra accéder à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce selon les modalités énoncées dans ledit protocole.

PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE L'ARMENIE A L'ACCORD
DE MARRAKECH INSTITUANT L'ORGANISATION
MONDIALE DU COMMERCE

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l'"OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé l'"Accord sur l'OMC") et le gouvernement de l'Arménie (ci-après dénommé l'"Arménie"),

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accession de l'Arménie à l'Accord sur l'OMC qui figure dans le document ... (ci-après dénommé le "rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accession de l'Arménie à l'OMC,

Conviennent de ce qui suit:

Partie I - Dispositions générales

1. A compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur, l'Arménie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel l'Arménie accédera sera l'Accord sur l'OMC tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe 155 du rapport du Groupe de travail (document WT/ACC/ARM/xx), fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
- [3. L'Arménie présentera chaque année au Secrétariat une notification sur la mise en oeuvre des engagements échelonnés assortis de dates définitives qui sont mentionnés au paragraphe 155 du rapport du Groupe de travail, en indiquant tout retard éventuel dans la mise en oeuvre et les raisons ayant motivé ce retard.]
4. Sauf dispositions contraires des paragraphes mentionnés au paragraphe 155 du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en oeuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en oeuvre par l'Arménie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.

5. L'Arménie pourra maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit indiquée dans la liste des exemptions de l'article II annexée au présent protocole et qu'elle remplisse les conditions énoncées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

Partie II - Listes

6. Les listes annexées au présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé "le GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé l'"AGCS") de l'Arménie. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en oeuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

7. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

Partie III - Dispositions finales

8. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de l'Arménie, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ...

9. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui où il aura été accepté par l'Arménie.

10. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à l'Arménie une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par l'Arménie conformément au paragraphe 8.

11. Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le ... (jour, mois) mil neuf cent quatre-vingt-dix ..., en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi.

ANNEXE I

LISTE ... - ARMENIE

Partie I - Marchandises

[Distribuée sous la cote ...]

Partie II - Services

[Distribuée sous la cote ...]
